



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**

L'UNION EUROPÉENNE, CHEVAL DE TROIE DU WOKISME SUR LE CONTINENT EUROPÉEN ?

Une étude de Stéphane Buffetaut pour la Fondation ID

2023

L'Union européenne, cheval de Troie du wokisme sur le continent européen ?

De nouveaux termes ont fait irruption dans le débat public, il y a peu au regard de l'histoire politique : woke, wokisme. Tout droit venus des Etats-unis ils recouvrent un pot-pourri idéologique qui conjugue le « décolonialisme », la théorie du genre, le féminisme agressif, le militantisme LGBT, l'idéologie climatique, la déconstruction de la langue vue comme instrument ou révélateur de discrimination...dont l'objet est la dénonciation d'une prétendue oppression systémique des minorités qu'il faut éveiller (to wake up en Anglais), afin qu'elles puissent conjuguer leurs luttes pour ébranler le système d'oppression patriarcal blanc occidental supposé être à la source de tous les maux et toutes les discriminations. Nombre d'essais ont été écrit sur ce sujet et il ne s'agit pas ici d'en ajouter un. Il convient toutefois de revenir aux sources de ce mouvement idéologique, largement inconnu du grand public, afin de comprendre ses ressorts et comment il a pénétré les institutions de l'Union européenne.

Au commencement étaient les Etats-Unis.

Les Etats-Unis ont évidemment une histoire propre, fort différente de celle de l'Europe. Des populations protestantes anglo-saxonnes se sont installées sur un continent peu peuplé, ont petit à petit refoulé les populations autochtones et ont fait venir une population servile d'Afrique, notamment pour travailler dans les plantations. Les vagues successives d'immigration venant d'Europe ont apporté des populations catholiques notamment italiennes et irlandaises mais les rouages politiques furent longtemps détenus par les anglo-saxons protestants. L'histoire politique et sociale du pays a donc été marquée par la prééminence anglo-saxonne protestante, l'esclavage et ses séquelles ainsi que par la guerre de Sécession. Car l'Histoire dure longtemps. Or, précisément, cette Histoire n'a que peu de choses à voir avec celle du continent européen. Il n'est pas inutile de le souligner avant d'aborder un corpus idéologique importé des Etats-Unis vers l'Europe.

L'origine lointaine du terme argotique woke, dérivé de awake, viendrait d'un mouvement anti esclavagiste né en 1860 outre Atlantique et baptisé « wide awake », totalement éveillé. Plus tard le professeur Booker Taliaferro Washington, ancien esclave, publia un ouvrage intitulé « the awakening of the Negro » (le réveil du Noir) dans les pages de la revue mensuelle the Atlantic (septembre 1896). Il y prônait une vision pragmatique et non moralisante de l'émancipation des Afro-Américains. C'est dans ce contexte intellectuel qu'il fut le premier directeur de la Tuskeyee normal school for colored teachers. Sa vision est émancipatrice mais non conflictuelle.

La signification change dans les années soixante. L'Oxford English dictionary attribue au romancier William Melvin Kelley la paternité politique du terme « éveillé » en raison du titre d'une tribune publiée en 1962 dans le New York Time : « If you're woke, you dig it », ce que l'on peut traduire par si vous êtes éveillé, vous pigez.

Mais c'est à partir de la mort du jeune Trayvon Benjamin Martin en juillet 2013 que naît le mouvement black live matters ainsi que le # hastag du même nom. A l'initiative du mouvement se trouvent des militantes des droits des Afro-Américains Alicia Garza et Patricia Cullors également militantes « queer », bientôt rejointes par Opal Tometi. Premier signe sans doute de « l'intersectionnalité » des luttes, c'est-à-dire la combinaison des revendications de minorités qui se proclament discriminées de façon « systémique ». La mort du jeune Michael Brown en août 2014 puis

de George Floyd en mai 2020 lors d'une interpellation policière donnent une dimension mondiale au Mouvement Black lives matter dont l'action est portée par une fondation qui se définit ainsi sur son site officiel : « Black lives matter global foundation inc. est créée et se définit elle-même comme une organisation aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et au Canada dont la mission est d'éradiquer la suprématie blanche et de renforcer le pouvoir local pour intervenir dans la violence infligée aux communautés noires par l'Etat et les justiciers (la justice)».

Cette définition a le mérite de la clarté : antagonisme avec les blancs et dénonciation des structures étatiques et judiciaires comme support d'une violence de nature systémique à l'égard des communautés noires.

Né dans le contexte particulier des Etats-Unis, sur l'initiative de militantes « queer », ce mouvement va être plaqué sur les réalités européennes, qui sont très différentes des réalités américaines, et devenir la racine du wokisme sur laquelle vont se greffer d'autres revendications de minorités qui, par une forme de mimétisme, se proclament discriminées ou maltraitées.

Des revendications de la communauté noire au wokisme.

D'une certaine façon le mouvement « black lives matter » utilise les ressorts classiques du mouvement révolutionnaire, la lutte entre les opprimés et les oppresseurs, une forme de néo-marxisme. Au demeurant Marx ne s'intéressait au prolétariat que parce qu'il était une force révolutionnaire, non pour des raisons « charitables ». Le prolétariat n'étant plus considéré comme une force révolutionnaire, les néo-marxistes se sont tournés vers les « minorités » qui pouvaient constituer un prolétariat de substitution et devenir une force révolutionnaire.

C'est tout les sens de l'étude réalisée pour le centre de réflexion progressiste Terra nova par Bruno Jeanbart et Olivier Ferrand, publiée le 10 mai 2011 mais qui reste d'actualité. Les auteurs, après avoir constaté que « les ouvriers votent de moins en moins à gauche », discerne l'émergence « d'une nouvelle coalition de gauche » qui fédèrerait les diplômés, les jeunes, les minorités et les quartiers populaires, les femmes ». En réalité les cibles privilégiées du wokisme contemporain, en remplaçant le terme femmes par féministes.

A partir de la dénonciation d'un racisme systémique et d'une supposée suprématie blanche, l'idéologie woke s'élargit à la dénonciation des injustices et discriminations qui seraient subies par les minorités sexuelles, religieuses, ethniques mais aussi les personnes victimes de prétendus « délits climatiques » ou « écocidaire », les personnes en situation de handicap... Dans tous les cas il s'agit de faire prendre conscience, pour les combattre, des rapports de domination.

En fin de compte, pour le wokisme toute différence, toute distinction, toute séparation serait le symptôme d'une volonté de domination ou de discrimination. La langue elle-même, supposée être un instrument de domination, qui traduit dans les mots et la grammaire l'oppression patriarcale des minorités, doit être remplacée par la pesante et illisible écriture inclusive. Il s'agit d'une sorte d'égalitarisme radical sur fond de sensiblerie. Ainsi, par exemple, les photographies de mode mettant en scène des modèles physiquement beaux seraient offensantes pour les personnes moins belles, et symptôme de sexisme, produit lui-même d'une masculinité toxique.

Réjane Sénac, directrice de recherche CNRS au centre de recherches politiques de Sciences Po, membre du comité de direction du programme de recherche et d'enseignement des savoirs sur le genre, exposait dans un entretien avec Nastasia Hadjadj (ADN 3 décembre 2021) que « les

accusations contre la prétendue idéologie woke » illustraient la résistance à la mise en visibilité d'injustices et de discriminations. Elle indiquait avoir consulté « 130 responsables d'associations et activistes féministes, antiracistes, antispécistes, écologistes et de la justice sociale » afin « de comprendre comment ces mobilisations portaient une forme de convergence des luttes ». Et de poursuivre : « le diagnostic commun est celui de la dénonciation d'un système capitaliste à la fois sexiste, raciste et écocidaire qu'il est nécessaire de reconnaître comme tel pour agir efficacement ».

Julien Suaudeau, écrivain et réalisateur qui enseigne au Bryn Mawr college, près de Philadelphie, déclarait (l'ADN 28 mars 2022) dans le même esprit : « wokisme est un mot qui ne veut absolument rien dire. Ce faux concept a émergé avec une intention politique et idéologique : flouter la réalité des structures de domination raciste en France aujourd'hui ».

Cette négation de l'existence du wokisme est au demeurant une constante de ceux qui le portent. Rokhyaya Diallo, à l'origine de l'association « Les indivisibles » affirmait ainsi : « le terme de culture woke en France n'existe que dans les termes de ses détracteurs. C'est présenté comme un mouvement mais personne ne s'en revendique ». Dans le même esprit Réjane Sénac, de façon illustrative, avait intitulé une tribune pour Libération (octobre 2021) « Le wokisme n'existe pas mais il parle ». S'il parle c'est donc qu'il existe, car ce qui n'existe pas ne peut parler.

Il parle en effet un jargon qui lui est propre : appropriation culturelle, culture de l'effacement, décolonialisme, mégenre, micro-agressions, masculinité toxique, invisibilisation, intersectionnalité, personne racisée, privilège blanc, safe space...Vocabulaire de plus en plus repris par la presse de gauche et qui nécessite un lexique. Un exemple de micro-agression est la présence d'une statue dans l'espace public d'un personnage qui incarnerait une oppression passée. Colbert ou Churchill par exemple.

Le wokisme est donc une forme d'idéologie révolutionnaire radicale, radicalité revendiquée, dont l'ennemi absolu est la civilisation occidentale, archétype de l'oppression blanche et patriarcale. Or au-delà de la lutte des minorités et activistes noirs des Etats-Unis cette idéologie s'inspire aussi des théories de la déconstruction, nommées « French theory » sur les campus américains.

Wokisme et déconstruction.

L'idée que tout est socialement construit, notamment les structures de domination et l'identité sexuelle trouve ses sources dans les écrits de Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Roland Barthes et Judith Butler, en ce qui concerne la théorie du genre.

Donc si tout est socialement construit, et notamment le système supposé de domination blanc patriarcal de la civilisation occidentale, il convient de déconstruire les fondements de cette civilisation, y compris le savoir car selon Foucault (Surveiller et punir 1975) « pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ». Au demeurant, pour Derrida, la déconstruction est justice et il en tire la conséquence qu'il convient « d'accorder un privilège compensatoire permanent » au dominé (Dissémination p 10).

Sartre n'hésitait pas à prôner le meurtre politique (interview Tout va bien n°4 20 février 1973 M-A Burnier p 6/8), pour mettre fin de façon définitive aux supposées oppressions : « sans parler de combats de rue ou d'action à force ouverte, vous restez personnellement un partisan de la peine de mort politique ? J-P Sartre « oui... Un régime révolutionnaire doit se débarrasser d'un certain nombre d'individus qui le menacent, et je ne vois pas d'autre moyen que la mort. On peut toujours sortir de

prison. Les révolutionnaires de 1793 n'ont probablement pas assez tué et ainsi inconsciemment servi un retour à l'ordre, puis la Restauration ». Dans cette logique, il écrit dans sa préface au livre de Frantz Fanon « Les damnés de la terre » : « abattre un Européen, c'est faire d'une pierre deux coups, supprimer en même temps un oppresseur et un opprimé ; restent un homme mort et un homme libre ».

Nous sommes donc en face d'une radicalité révolutionnaire absolue dont les victimes désignées sont la civilisation occidentale et l'homme blanc occidental qui en est le symbole et le bouc émissaire chargé de tous les péchés du monde. Mais cette radicalité va au-delà de la lutte contre « la suprématie blanche » car elle implique la destruction de tout ce qui structure naturellement et socialement les sociétés humaines. A la suite de Martin Heidegger (Destruction) il s'agit d'affirmer un scepticisme radical à l'égard de toute connaissance objective. C'est un déni radical de toute objectivité et de tout savoir.

La théorie du genre est particulièrement illustrative. Le genre serait une donnée individuelle, indépendante du sexe biologique dont la réalité est niée. C'est l'idée traduite par la phrase fameuse de Beauvoir « on ne naît pas femme on le devient ». Notre identité sexuelle nous serait ainsi « assignée » dès notre naissance au détriment de notre droit à choisir notre genre, ce qui est évidemment le fruit d'une intolérable oppression patriarcale. Pourtant les chromosomes XX et XY sont bien des réalités qui n'ont rien à voir avec une quelconque construction sociale. Faut-il s'étonner de cette volonté révolutionnaire de s'affranchir des données objectives en matière de sexualité, considérées comme des tabous archaïques ? Rappelons que Michel Foucault et Jacques Derrida furent parmi les signataires, avec Sartre et Beauvoir, de la tribune publiée dans Le Monde le 23 mai 1977 pour demander la dépénalisation des rapports sexuels entre adultes et enfants de moins de 15 ans !

Le planning familial, association lourdement subventionnée par les pouvoirs publics s'est fait le champion en France de la théorie du genre. Il a ainsi publié un « Lexique trans » dans lequel il est possible de lire, entre autres définitions, celles-ci :

- « Genre : classe sociale construite culturellement. En occident ; cela admet deux catégories, dont une dominée : les femmes ; et une dominante : les hommes.» Sur le fond, il ne s'agit que de la reprise en jargon woke de la phrase de Marx : « dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat » (L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat). La mention spécifique « en occident » démontre bien quel système il convient de déconstruire. Car chacun le sait les sociétés musulmanes, asiatiques, indiennes ou africaines échappent au patriarcat !
- « Assignation à la naissance : à la naissance, les médecins décident selon des normes de longueur du pénis/clitoris si l'individu est un garçon ou une fille ».
- « Le sexe est un construit social. Le pénis est un pénis, pas un organe sexuel mâle ».

Il serait possible de poursuivre dans les citations plus délirantes les unes que les autres mais il est patent que cette idéologie est dans le déni de toute objectivité et de tout savoir objectif. Seul compte le ressenti individuel. Les faits ne comptent pour rien. Il s'agit donc d'une volonté révolutionnaire radicale qui vise à détruire tout l'ordre naturel des choses. Puisque les individus n'ont pas choisi ce que la nature des choses impose, la nature est « fasciste », il faut donc détruire la nature des choses. Et « effacer » ceux qui prétendraient rappeler ce que sont les données de nature. Ainsi J.K. Rowling, auteur de la saga Harry Potter, a été l'objet d'une campagne de boycott parce qu'elle avait eu le

malheur de prendre fait et cause pour une chercheuse britannique, Maya Forstater, sur le #stand with Maya. Celle-ci avait été licenciée en 2018 pour avoir osé dire : « je pense que les personnes mâles ne sont pas des femmes. Je ne pense pas qu'être une femme soit une question d'identité ou de sentiments féminins. C'est de la biologie ». Pire Mme Rowling avait persisté et signé en ironisant : « les personnes qui ont leurs règles ? Je suis sûre qu'il y avait un mot pour ça avant... Quelqu'un peut m'aider ? Fummes ? Fommes ? Fimmes ? ». Depuis l'ire des ayatollahs du wokisme n'a pas cessée et au nom de « l'intersectionnalité » certains se sont acharnés à déceler dans son œuvre des traces de racisme et de suprématisme occidental.

Le wokisme est donc non seulement une idéologie révolutionnaire radicale qui vient prendre le relais d'un marxisme-léninisme à bout de souffle, notamment en raison de son échec historique, et qui en reprend la dialectique dominants/dominés, mais encore un système de pensée totalitaire qui entend faire disparaître ses adversaires et la civilisation qu'il combat par « l'effacement ». Rappelons que Staline pratiquait lui aussi « l'effacement » en faisant disparaître des photos ceux qu'il avait décidé d'éliminer politiquement ou physiquement. Cet effacement woke se traduit par le déboulonnage des statues, la déconstruction de l'Histoire dans une vision anachronique et « décoloniale », la destruction de la langue, le boycott, la censure, les actions judiciaires contre ceux qui osent s'opposer, la remise en cause de la liberté d'expression afin de prévenir des propos éventuellement offensants pour les « minorités » victimes de la « suprématie patriarcale blanche ». Il s'agit là d'une réelle et grave menace contre la civilisation européenne et plus largement occidentale. Un ferment de décadence mortifère. Mais aussi une menace contre nos libertés fondamentales, et précisément la liberté d'expression. Sous l'empire du wokisme, Voltaire, islamophobe, aisément anti sémite, furieusement anti catholique aussi, archétype du patriarce blanc cynique, ne serait jamais sorti de la Bastille.

Ce qui peut surprendre est l'étonnante facilité avec laquelle cette idéologie importée des campus américains a pu pénétrer le monde médiatique et universitaire ainsi que les institutions internationales comme l'Organisation des nations unies ou l'Union européenne.

Pour certains journalistes et universitaires, orphelins d'un marxisme-léninisme qui avait fait faillite en Europe, le wokisme, idéologie révolutionnaire radicale leur permettait de trouver un nouveau véhicule de prêt à penser qui recyclait la bonne vieille dialectique révolutionnaire de la lutte de l'opprimé contre l'opresseur.

Pour les dirigeants des institutions supra nationales, l'affirmation de leur pouvoir et de leur puissance passe par la déconstruction des souverainetés des Etats nationaux. Le wokisme est donc un instrument fort utile pour y parvenir puisqu'il suppose une lutte acharnée contre les structures même des Etats supposés être structurellement des agents d'oppression systémique. Il y a donc là une convergence d'objectifs.

Construction européenne et déconstruction nationale.

Lorsque le général De Gaulle revint aux affaires en 1958, les partisans de « l'intégration européenne » s'inquiétèrent grandement du destin du traité de Rome auquel il s'était opposé. Les archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE PA-AP 314 carton 1) conservent le compte-rendu du premier comité interministériel sur l'Europe du 10 juin 1958. De Gaulle indique qu'il « mettra la France en mesure d'honorer la signature apposée à **ce traité de commerce** ». Il a déclaré à cette époque « c'est un traité de commerce et rien de plus, n'en déplaise à ceux qui prétendent autre

chose ». Etait-ce une sous-estimation de la logique institutionnelle du traité de Rome ? Etait-ce un aveuglement volontaire ?

Le général De Gaulle ne pouvait méconnaître les principes qui avaient inspiré son vieil ennemi Jean Monnet. Ce dernier dans une note, aujourd'hui déclassifiée, adressée le 6 mai 1943 à Harry Hopkins, éminence grise et principal conseiller de Roosevelt, écrivait : « il faut se résoudre à conclure que l'entente est impossible avec De Gaulle ; qu'il est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; qu'il est un ennemi de la construction européenne qu'en conséquence il doit être détruit dans l'intérêt des Français ». Voilà qui est sans ambages mais également intéressant car Monnet emploie déjà les termes qui seront si souvent repris de « construction européenne ». Qu'entendait-il par là ?

Alger 1943 est à l'évidence un moment d'intenses réflexions pour Jean Monnet. Réflexions destinées en priorité au Président Roosevelt. Dans un mémorandum du 5 août 1943 qui lui était destiné Monnet écrit : « il n'y aura pas de paix en Europe si les Etats se reconstituent sur une base de souveraineté nationale avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique » et de poursuivre : « au point de vue économique, il est essentiel que soit empêchée dès l'origine la reconstitution des souverainetés économiques ». (Fondation Jean Monnet pour l'Europe de Lausanne. Archives Jean Monnet Fonds AME 33/114).

Dès l'origine, le fondement de la construction européenne repose sur la déconstruction des souverainetés nationales. Cela restera, traité après traité, l'objectif poursuivi par les héritiers de Monnet. Sans, bien évidemment le dire clairement, selon la méthode de taqîya européenne nommée ambiguïté constructive. A la construction européenne répond la déconstruction des souverainetés nationales, le concept de « souveraineté partagée » ne correspondant à aucune réalité. Il n'existe dans les faits que des pans de souveraineté abandonnés.

Il eut été possible d'envisager une coopération européenne reposant sur les nations, une Europe des nations. Dans sa conférence de presse du 15 mai 1962, De Gaulle semble avoir perdu ses illusions sur le « simple traité de commerce » et prononce une tirade bien connue : « je ne crois pas que l'Europe puisse avoir aucune réalité vivante si elle ne comporte pas la France avec ses Français, l'Allemagne avec ses Allemands, l'Italie avec ses Italiens etc. Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et qu'ils avaient pensé et écrit en quelque espéranto ou volapük intégré ». A l'heure où les responsables européens ne s'expriment plus qu'en américain international, cette citation prend tout son relief.

Trois années plus tard, dans sa conférence de presse du 9 septembre 1965, il fait montre d'une sorte de préscience sur l'évolution de la « construction européenne » chère à Monnet : « on sait, Dieu sait si on sait ! Qu'il y a des conceptions différentes au sujet d'une fédération dans laquelle, suivant les rêves de ceux qui l'ont conçu, les pays perdraient leur personnalité nationale et où faute d'un fédérateur... ils seraient régis par un aréopage technocratique, apatride et irresponsable ». A cette vision qui est devenue réalité, De Gaulle opposait une évolution vers une sorte de confédération européenne fondée sur des projets communs. Avec le temps Monnet l'a emporté sur De Gaulle.

Il en résulte que, dans les gènes même de l'Union européenne telle qu'elle a été conçue et voulue par Jean Monnet et son instrument Robert Schuman, réside la déconstruction des souverainetés nationales. Monnet se décrit lui-même dans ses mémoires comme une sorte de marionnettiste qui manipule les hommes politiques : « avoir une idée d'abord, chercher ensuite l'homme qui aura le pouvoir de l'appliquer »... « J'avais mieux à faire que de chercher à exercer moi-même le pouvoir : mon rôle n'était-il pas depuis longtemps déjà d'influencer ceux qui le détiennent et de veiller à ce

qu'ils s'en servissent au moment utile » (Monnet Mémoires). Le mode de fonctionnement n'a pas varié et eurocrates comme agents d'influence ont bien assimilé la leçon.

Le résultat est que les Etats membres de l'Union européenne sont désormais dans un régime de contrôle de légalité, finalement assez comparable à celui que l'Etat français exerce sur les collectivités locales. Etrange processus au terme duquel ces Etats s'imposent des obligations dont ils remettent le contrôle entre les mains de technocrates sans légitimité démocratique. Richelieu remarquait qu'on « lie les bœufs par les cornes et les hommes par les traités ». Apparemment les eurocrates ont lu les mémoires du Cardinal. Mais pas nos hommes politiques.

La nature a horreur du vide, en déconstruisant les souverainetés nationales les promoteurs de l'Union européenne pensaient peut-être donner le jour à une souveraineté européenne. Ce qui était vain car la souveraineté ne peut résider que dans le peuple ou/et une dynastie historique, or il n'existe pas de peuple européen pas plus que de dynastie européenne, tous ceux qui ont essayé s'y sont cassés les dents. Il y a donc « l'aréopage technocratique, apatride et irresponsable » pressenti par De Gaulle et une vassalité de fait à l'égard des Etats-Unis que la guerre déclenchée par la Russie contre l'Ukraine n'a fait que révéler.

Si donc le principe même de la construction européenne repose sur la déconstruction nationale, il était naturel que la wokisme pénètre les institutions européennes. Il y rencontrait ainsi comme un terreau idéologique favorable. Le Pape Jean-Paul II, dans son ouvrage « Mémoire et identité », écrivait : « la doctrine sociale catholique considère que tant la famille que la nation sont des sociétés naturelles et ne sont donc pas le fruit d'une simple convention. C'est pourquoi dans l'histoire de l'humanité, elles ne peuvent être remplacées par rien d'autre » (Flammarion 2005 P 87). Ainsi détruire la nation laisse un vide qui présage la destruction de la société civile et de la civilisation elle-même.

Quand Jacques Chirac faisait du wokisme sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose : la querelle du préambule du projet de traité établissant une constitution pour l'Europe.

Le projet de traité établissant une constitution pour l'Europe, rejeté par référendum en 2005 par les peuples français et Néerlandais, aurait constitué un pas considérable vers la constitution d'un Etat supranational européen et la déconstruction des nations européennes en tant qu'entités politiques souveraines. Une sorte de « saut qualitatif » traduit symboliquement par l'adoption officielle d'un drapeau, d'un hymne et d'une devise. Tout cela a été rejeté par le peuple Français, et il n'est pas inutile de le rappeler à l'heure où le parti Renaissance prétend rendre obligatoire par une simple proposition de loi un drapeau dont le caractère officiel a été repoussé par voie référendaire.

Quoiqu'il en soit les débats préparatoires sur ce texte ont donné lieu à une offensive « pré-wokiste » au sujet du préambule du projet de constitution. La crispation s'est faite, notamment en raison de l'attitude de Jacques Chirac, sur la question de la mention des racines chrétiennes de l'Europe. Le débat sur « l'héritage religieux » s'était ouvert durant la session plénière de la Convention pour l'Europe des 24 et 25 avril 2003.

Un premier texte, long, suscita de fortes réactions. Il était ainsi rédigé : « s'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe qui, nourris d'abord par les civilisations hellénique et romaine, marqués par l'élan spirituel qui l'a parcouru et est toujours présent dans son patrimoine,

puis la philosophie des lumières ont amené dans la vie de la société sa perception du rôle central de la personne humaine et de ses droits inviolables et inaliénables, ainsi que le respect du droit ». Il fut remarqué que cette rédaction alambiquée mentionnait explicitement les civilisations hellénique et grecque, bien lointaines, ainsi que la philosophie des lumières mais faisait l'impasse sur deux millénaires de christianisme.

Il est inutile de revenir sur toutes les péripéties de cette discussion durant laquelle l'attitude de Jacques Chirac et son obstination surprit puis agaça, voire exaspéra ses partenaires notamment Italiens, Portugais, Espagnols, Polonais ou Allemands. A l'inverse du Président français, qui s'opposait même au mot « religieux », Gianfranco Fini, vice président du Conseil italien avait déclaré : « les racines judéo-chrétiennes sont les valeurs fondatrices de l'Union ».

Le texte finalement retenu sera celui-ci : « s'inspirant des héritages culturels, religieux et humanistes de l'Europe, à partir desquels se sont développés les valeurs universelles que constituent les droits inviolables et inaliénables de la personne humaine, ainsi que la liberté, la démocratie, l'égalité et l'Etat de droit » (1^{er} alinéa du projet de traité instituant une constitution pour l'Europe). Le projet, comme on le sait, fut rejeté par référendum et avec lui son préambule, mais le texte fit repris dans le préambule du traité de Lisbonne au paragraphe 2.

En dehors de la question de savoir s'il était opportun ou non de tenter d'exposer les héritages civilisationnels de l'Europe dans un projet de constitution, le comportement de Chirac et de ses alliés dans ce combat récapitule bien des éléments du wokisme :

- le primat du « ressenti » sur les faits, que traduit parfaitement la phrase de Pierre Moscovici (mai 2016) : « je ne crois aux racines chrétiennes de l'Europe ». Il ne s'agit pas de croire ou de ne pas croire mais de constater. Il était loisible à M. Moscovici de refuser l'héritage, mais le fait est que cet héritage existe ;
- la volonté d'effacer près de deux mille ans de christianisme en Europe, caractéristique de la « cancel culture » ;
- la réécriture de l'Histoire ;
- la pression d'une minorité, Chirac était soutenu par la Belgique puis par la Suède, soit trois sur vingt-cinq Etats membres qui néanmoins cédèrent devant la menace que la France ne signe pas le projet de traité.

La polémique née autour de cette question fut comme un avant-gout du wokisme. Personne n'est obligé d'être chrétien, d'apprécier le christianisme ou le rôle historique des Eglises en Europe, mais il est absurde de nier que le christianisme a été un élément essentiel de la civilisation européenne qui, pendant des siècles, a même été la première caractéristique de cet appendice du continent asiatique qu'est l'Europe.

Partout en Europe des églises sont au cœur des villages et des cathédrales au cœur des villes. Le christianisme a inspiré parmi les plus grands chefs d'œuvre de la musique, de la peinture, de l'architecture, de la littérature. Faudrait-il détruire, oublier, effacer une grande part des œuvres de Monteverdi, Bach, Charpentier, Haendel, Mozart, Berlioz et de tant d'autres ? Il en va de même pour les tableaux du Caravage, de Vinci, du Titien, de Vouet, de Le Brun, de Le Nain, de Van Eyck, de Rembrandt, de Rubens, de Murillo, du Greco, de Zurbaran ou de Velasquez. Ou encore des écrits de Saint Augustin, Saint Thomas d'Aquin, Luther, Pascal, Racine, Bernanos, Claudel, Thomas Becket,

Thomas More, Newman, Chesterton, Pétrarque, Dante, Lampedusa, Corti, Saint Jean de la Croix, Calderon de la Barca, Cervantes...

Une fois encore, sans entrer dans la question de l'opportunité de mentionner les apports religieux ou philosophiques de la civilisation européenne dans le préambule de la constitution, l'effacement de siècles de christianisme qui, à l'évidence, ont forgé l'identité européenne constitue une forme de négationnisme caractéristique de ce que l'idéologie woke. Faire table rase du passé, le « décréter d'accusation », déconstruire les fondations de l'Europe occidentale, chargée de tous les péchés du monde tel un bouc émissaire, est un élément fondateur du wokisme. En ce sens Chirac a fait du wokisme sans le savoir.

A l'occasion du 50^{ème} anniversaire du traité de Rome, le Pape Benoît XVI avait fait une déclaration profonde mais aussi très factuelle concernant le projet européen : « on ne peut pas penser édifier une authentique maison commune européenne en négligeant l'identité propre des peuples de notre continent. Il s'agit en effet d'une identité historique, culturelle et morale, avant même d'être géographique, économique ou politique ; une identité constituée par un ensemble de valeurs universelles, que le christianisme a contribué à forger, acquérant ainsi un rôle non seulement historique mais fondateur à l'égard de l'Europe ».

Ainsi la « construction européenne », passant au-delà de la déconstruction des nations qui pourtant composent l'Europe, s'est engagée dans la déconstruction de la civilisation européenne par une forme de déni de réalité historique qui s'accompagne d'une surévaluation des apports culturels extérieurs au continent européen, notamment celui de l'Islam.

La falsification de l'histoire fait au demeurant partie de la propagande européenne habituelle, pour exemple, la célèbre affirmation prêtée à Mitterrand : « le nationalisme c'est la guerre, l'Europe c'est la paix ». En réalité les propos du président socialiste devant le Parlement européen le 17 janvier 1995 furent : « il faut vaincre notre histoire et pourtant, si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera. Le nationalisme c'est la guerre ». Or ce n'est pas l'attachement à sa nation qui provoque la guerre mais l'impérialisme, qu'il soit territorial et/ou idéologique, comme le démontrent l'enclenchement de la guerre de 1914/1918 ou encore les guerres américaines ou soviétiques modernes. La paix en Europe est d'abord due à la défaite allemande et au sentiment de culpabilité du peuple allemand qui l'a rendu pacifique, aux trente glorieuses, à la force de dissuasion. Le projet européen est le fruit de la paix pas son origine. Au demeurant l'Union européenne a été incapable de prévenir la guerre en ex Yougoslavie, dans laquelle elle porte une part de responsabilité par son manque de coordination et la précipitation de l'Allemagne à reconnaître la sécession de la Croatie et de la Slovénie sans préparation diplomatique sérieuse. Plus récemment encore l'action de l'Union européenne auprès de l'Ukraine, motivée par des raisons idéologiques et l'alignement sur les Etats-Unis, n'a guère contribué au maintien de la paix, même si la responsabilité du déclenchement de la guerre incombe évidemment à la Russie. Il est possible aussi d'affirmer qu'accepter d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie qui occupe illégalement le tiers du territoire de Chypre, Etat membre de l'Union européenne, est donner une prime à une agression militaire inqualifiable et à une annexion radicalement contraire au respect des frontières reconnues internationalement. Tout comme l'aide accordé au pseudo Etat mafieux et islamique du Kosovo consacre une modification unilatérale des frontières, voulue par les Etats-Unis.

Machine à réécrire l'histoire et à déconstruire les nations qui sont les cadres naturels de l'expression politique des peuples, l'Union européenne ne pouvait que passer, d'un mouvement naturel, de la déconstruction politique à la déconstruction sociétale. Elle a trouvé dans le wokisme le véhicule

idéologique qui lui permettait de parachever la ruine des nations. Du wokisme avant la lettre, elle est passée au wokisme assumé dont l'évènement révélateur a été le guide pour une communication inclusive de la Commission de la Commissaire Dalli d'octobre 2021.

La « communication inclusive » de l'Union européenne : le wokisme décomplexé.

Helena Dalli, Commissaire à l'égalité de la Commission européenne, à peu près inconnue du grand public, a fait irruption dans le débat public lorsque le journal italien Il Giornale attira l'attention sur le Guide de la Commission européenne pour une communication inclusive, publié sous son autorité. La préface du document signée par Mme Dalli donne le ton de ce document d'une trentaine de pages :

« Nous devons avoir une communication inclusive en toutes circonstances, afin d'assurer que chacun est apprécié et reconnu dans tous nos instruments de communication sans tenir compte de son genre, son origine raciale ou ethnique, sa religion ou ses croyances, son handicap, son âge ou son orientation sexuelle ». Le vocabulaire est caractéristique de l'influence du wokisme. Le terme même d'inclusif est un marqueur habituel de cette idéologie, comme la théorie du genre.

S'en suit une série d'exemples, ordonnés en chapitres qui ont laissé pantois bien des lecteurs. Ainsi dans l'introduction sont édictées des règles à suivre en toutes circonstances comme : « ne jamais utiliser des noms genrés ou des pronoms masculins (il, son) par défaut », ou « lorsque vous questionnez à propos du genre, n'offrez pas comme seule option homme/femme, mais ajoutez autre ou préfère ne rien dire ».

Le chapitre consacré au genre informe qu'il convient « d'éviter des pronoms d'un genre spécifique pour des personnes dont le genre est inconnu » et qu'il est préférable de reformuler la phrase sans qu'il soit nécessaire d'utiliser des pronoms !

Le chapitre intitulé LGBTIQ (lesbiennes, gays, bisexuels, trans, non binaires, intersex et queer) est un véritable florilège du wokisme. Ainsi une communication inclusive des LGBTIQ ne doit jamais « présumer que les personnes sont hétérosexuelles, identifiées par le genre qui leur est assigné à la naissance, ou identifiées de façon binaire (homme ou femme)». (p13). Il faut également toujours respecter « l'auto identification » ce qui implique que « lorsque l'on se réfère à des personnes trans ou non binaires, il faut toujours utiliser le genre par lequel ils s'identifient plutôt que par le sexe assigné à la naissance ». (p13).

Il convient également « d'éviter des termes comme les deux sexes et ouvrir des discours par les termes « Mesdames et Messieurs », afin de ne pas exclure des personnes intersex ou gender queer et de pas les rendre invisible ». (p13)

Le chapitre consacré aux cultures, styles de vie et croyances enjoint de ne pas supposer que tout le monde est chrétien et préconise de ne pas utiliser dans sa communication de prénoms comme Marie ou Jean mais plutôt Malika ou Julio, ni de souhaiter un joyeux Noël. (p19)

Afin de ne pas stigmatiser les apatrides ou les immigrants, il est également recommandé de ne pas utiliser le terme citoyen parce que tout le monde n'est pas citoyen dans l'Union européenne. (p19). Il est aussi suggéré de ne pas utiliser de mot à connotation négative comme colonisation et l'exemple donné est pour le moins étrange : éviter « colonisation de Mars » et préférer « envoyer des humains sur Mars », sans doute pour ne pas froisser les extra terrestres ! (p19)

Le chapitre sur les handicaps nous informe aussi qu'il est préférable de parler de quelqu'un ayant une perte d'audition plutôt que de personne sourde et que dire de quelqu'un qu'il souffre de telle ou telle pathologie est dépréciatif. (p21)

Ce document, outre l'insupportable jargon woke utilisé, démontre à quel l'idéologie de la déconstruction wokiste a pénétré la Commission européenne. Les présupposés idéologiques les plus caractéristiques sont développés à l'envie :

- L'hostilité à ce qui est masculin, y compris dans la grammaire et la syntaxe, signe supposé de l'oppression patriarcale. Il convient donc de déconstruire le langage. Pourtant l'humanité se décline bien au masculin comme au féminin et c'est cette altérité qui dit ce qu'est l'humanité dans son ensemble;
- La déconstruction de l'identité sexuelle des personnes puisque seule est tenue en compte l'appréciation subjective de ce qu'une personne pense être et non la réalité de ce qu'elle est. Ainsi pour la Commission le sexe serait « assigné » et non une donnée chromosomique, anatomique, et biologique. Le trouble de la personnalité devient la norme ;
- L'effacement culturel et civilisationnel avec la volonté de gommer ce qui pourrait être une référence au christianisme ;
- La dilution même de la notion de citoyenneté car elle serait discriminante pour ceux qui ne sont pas citoyens d'un Etat membre de l'Union européenne ;
- La censure du vocabulaire afin d'en expurger les mots, expressions, pronoms ou articles qui témoigneraient de l'insupportable domination patriarcale ou coloniale.

Ce texte est une immersion dans le monde enchanté du wokisme. L'article du Giornale eut l'heureux effet de provoquer de nombreuses et vives réactions au sujet d'un document qui aurait pu passer inaperçu. Au Parlement européen la députée Nadine Morano déposa une question prioritaire avec demande de réponse écrite à la Commission (P-005599/2021), son collègue François-Xavier Bellamy interpella la Commissaire Dalli à la session de décembre 2021, réaction forte aussi au groupe ID. Mais également au sein des parlements nationaux et dans la presse. Le Monde n'y vu bien entendu qu'une « bataille des conservateurs européens » (11 décembre 2011). Quoiqu'il en soit Mme Dalli qui s'était dite « fière de lancer » ce guide (tweet du 26 octobre 2021) fit marche arrière (30 novembre) et retira le document afin de le « retravailler ». Victoire du bon sens pourrait-on croire et défaite de l'offensive woke dans l'Union européenne ? Plutôt un repli stratégique. En effet peu d'observateurs ont noté que ce guide n'était que le pendant du document intitulé « la communication inclusive au secrétariat général du Conseil de l'Union » de janvier 2018, lui toujours en vigueur et dument publié.

Or le texte de la Commission, dans bien des cas ne faisait que reprendre les thèmes de celui du Conseil de l'Union européenne de façon peut-être plus accentuée mais très similaire. Dans l'avant propos de la publication, le Directeur général de l'administration, William Shapcott, indique : « par le langage et la communication visuelle que nous utilisons, nous pouvons faire en sorte qu'aucun groupe ne se sente exclu, indésirable ou discriminé ». Cette formulation traduit elle-même un aspect typique pensée « woke » : le ressenti hyper sensible de groupes minoritaires qui pourraient se sentir exclus ou discriminés. Cet honorable haut fonctionnaire va jusqu'à indiquer qu'il convient d'éviter « les préjugés inconscients », préjugés bien difficiles à traquer puisqu'ils sont inconscients !

Dans ce texte se retrouvent les mêmes obsessions que dans le texte de la Commission. Ainsi est-il « conseillé d'éviter, dans la mesure du possible, d'utiliser le terme « homme ». Sont ainsi donnés des

exemples : « le monde des affaires plutôt que les hommes d'affaires, le citoyen lambda plutôt que l'homme de la rue »...(p9). Il est suggéré d'employer des « termes épiciènes, c'est-à-dire qui ne sont pas marqués du point de vue du genre grammatical » (p7). Il convient aussi d'éviter « absolument les tournures sexistes du style : nous recherchons un manager dynamique possédant des qualités de chef ». Ainsi donc l'obsession anti masculine n'est pas propre au texte de la Commission mais est généralisée dans les institutions.

La version anglaise du document insiste également sur le fait de ne pas employer la formule Christian name mais plutôt forename ou first name (prénom plutôt que nom de baptême). Dans la France déchristianisée ceci ne peut guère choquer mais dans les pays anglo-saxon la formulation Christian name est (était) encore beaucoup utilisée. Quoiqu'il en soit c'est déjà et encore la volonté d'effacer les traces du christianisme dans une Union européenne sécularisée qui n'a plus rien à voir avec « l'Europe vaticane » que dénonçait Alain Savary sous la IVème république (signataire, avec une soixantaine de ses collègues, de la brochure Contre la petite Europe cléricale et réactionnaire 1954). Pourtant même si l'Europe est en effet très déchristianisée, le christianisme demeure la première religion du continent européen et son empreinte sur la civilisation et l'histoire européenne n'est qu'un fait historique. Nous sommes donc en présence d'un parfait exemple de « cancel culture ».

Si l'Union européenne professe une certaine christianophobie ou une christianophobie certaine, en revanche, elle fait preuve d'une évidente complaisance avec l'islam.

Islamisme : une Union européenne complaisante ?

Victimisation et contrition sont les deux attitudes parallèles qui structurent le wokisme militant. Victimisation des minorités prétendument l'objet de discrimination ou d'oppression « systémique » de la part du monde patriarcal occidental. La contrition est alors exigée des supposés oppresseurs sous forme de repentance, de réécriture de l'Histoire, de déboulonnage de statues...

Les populations musulmanes présentes dans l'Union européenne ont évidemment été érigées en minorité « discriminée » et faisant l'objet d'une hostilité larvée ou ouverte, ce qui est traduit par le néologisme « islamophobie ». Il a été souligné que ce concept avait été utilisé par Khomeiny et son régime pour condamner les femmes refusant de porter le voile. La presse « progressiste » c'est aussitôt emparée du sujet pour réfuter l'origine du mot et du concept et le faire remonter au début du XXème siècle sous la plume de fonctionnaires du ministère des colonies ou d'ethnologues, tels Alain Quellien, Paul Marty, ou Maurice Delafosse. Querelle parfaitement vaine, car l'origine du mot ne présume pas de l'usage qui en est fait. L'important est de savoir qui l'utilise et dans quel but ?

Le « bréviaire » du bon usage de l'islamophobie, pour paralyser toute critique de l'Islam et contester qu'il existe un lien entre le terrorisme islamique et l'Islam (!), est sans nul doute le rapport du think tank britannique Runnymede Trust intitulé « Islamophobia : a challenge for us », remis au Ministre de l'intérieur britannique Jack Straw en 1997. Ce texte dénonce le caractère prétendument « structurel » de l'islamophobie et préconise de faire intervenir des faiseurs d'opinion, influenceurs et autres relais médiatiques afin d'influencer et de modifier le regard des non-musulmans sur la religion musulmane afin de la faire considérer comme « ouverte », « positive », « progressiste ». Opération typique de « la fabrique du consentement » et du formatage de l'opinion, forme douce de la propagande et en même temps plus perverse car elle introduit une tentative de condamnation morale de ceux qui souhaitent garder leur libre arbitre.

Les Frères musulmans, organisation créée en 1928 en Egypte et classée comme terroriste par de nombreux Etats, et ses relais en Europe, ont trouvé dans la prétendue « islamophobie structurelle » un extraordinaire outil non seulement de propagande mais encore de paralysie des réactions contre des pratiques musulmanes non conformes aux valeurs de liberté en vigueur dans les sociétés européennes, comme le voilement des femmes et des petites filles, les horaires différenciés pour certaines activités sportives, le refus d'examens médicaux pratiqués par des hommes lorsqu'il s'agit de femmes musulmanes ou encore l'exigence de repas halal dans les cantines scolaires. Le refus de ces pratiques est aussitôt dénoncé comme une marque d'islamophobie intolérable, discriminatoire et oppressive à l'égard de la minorité musulmane.

L'Union européenne semble tombée dans le piège de l'islamophobie sans prudence mais dans la logique de sa soumission à l'idéologie woke. Le 1^{er} février dernier, Mme Helena Dalli a nommé Mme Marion Lalisce comme coordinatrice de la lutte contre la haine des musulmans de la Commission européenne. Le poste, créé en 2018 était resté vacant un certain temps. Il est intéressant de souligner qu'un poste similaire avait été créé en 2015 pour la lutte contre l'antisémitisme, malheureusement justifié par la renaissance d'un nouvel antisémitisme, souvent lié au conflit entre Israël et la Palestine, et entretenu par l'islamisme. En revanche les chrétiens qui sont les victimes des actes d'hostilité les plus nombreux et en forte augmentation, + 70% entre 2019 et 2020 (rapport du 16 novembre 2021 de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) ne sont pas l'objet de la sollicitude de la Commission européenne comme l'a indiqué la vice-présidente Véra Jourovà : « la Commission ne prévoit pas de stratégie spécifique pour lutter contre la christianophobie et n'envisage pas de nommer un coordinateur chargé de cette question » (réponse à la question E-005548/2021).

Le plus significatif réside dans le message délivré par Mme Delli à l'occasion de la nomination de Mme Lalisce. Après s'en être félicitée, elle rappelle ses missions. La nouvelle coordinatrice devra veiller à ce que des mesures soient prises pour lutter contre la haine, ainsi que contre la discrimination structurelle et individuelle à l'égard des musulmans ». L'évocation d'une « discrimination structurelle » est caractéristique d'une approche wokiste. Elle suppose que les sociétés européennes sont coupables d'une « islamophobie systémique ». Or aucun élément précis ne vient corroborer cette assertion et constitue une forme de soumission à la propagande islamique développée autour de la thématique de l'islamophobie. Le reste de la déclaration ne fait que renforcer le présupposé que les musulmans constituent, comme par nature, une minorité discriminée et victime de mauvais traitements puisque « nous devons combattre la haine contre les musulmans dans tous les domaines, notamment dans le cadre de l'éducation, de l'emploi et de la politique sociale ». Or dans les faits ceci relève grandement de l'affirmation gratuite. Partout l'enseignement est totalement ouvert aux personnes musulmanes tout comme les diverses allocations sociales largement déversées. Ce ne sont pas des élèves musulmans qui ont été décapités par des cruels islamophobes, mais bien des professeurs, Samuel Paty, victime de la haine islamique et de la lâcheté de son administration et Dominique Bernard. Quant à la question de l'emploi, elle dépend beaucoup du niveau de formation mais il est patent que dans certaines professions, par exemple le BTP ou l'industrie automobile, le nombre de personnes musulmanes est important, preuve que les portes de l'emploi ne sont pas fermées. La question du niveau de formation est aussi liée à la question de l'intégration et de l'assimilation. Si, par faiblesse ou incurie politique, on laisse se développer des sociétés parallèles où la langue du pays d'accueil et ses modes de vie sont exclus ou combattus, il est clair que l'intégration dans le système éducatif ne sera pas facilitée.

La personnalité de la nouvelle coordinatrice est également intéressante. Cette fonctionnaire européenne arabophone possède un curriculum vitae intéressant. Diplômée de la School of oriental

en African studies (Londres), du Collège d'Europe et de l'université de Toulouse-Mirail, elle a occupé diverses responsabilités au sein du service des relations extérieures de l'UE. Donc logiquement sélectionnée pour ses nouvelles fonctions.

Le tweet de message de vœux qu'elle envoya au début de l'année est extrêmement révélateur : « bonne année au cœur de mon pays, l'Union européenne. Je souhaite à ma deuxième patrie, le monde arabe, et à tous les musulmans du monde une agréable fête ». En zélée fonctionnaire européenne, elle efface son pays la France, pour lui préférer l'empire administratif et réglementaire qu'est l'Union européenne comme patrie de substitution, et y ajoute le monde arabe comme seconde patrie. Choix personnels qui préfigurent peut-être le choix imposé aux nations européennes dans le futur ?

L'ONU, le « machin » cher à De Gaulle, sous la pression du Pakistan, pays où les persécutions contre les chrétiens sont les plus fortes avec la Corée du Nord, a instauré une journée internationale de lutte contre l'islamophobie en 2022. Evidemment rien en ce qui concerne les persécutions des chrétiens en hausse dans le monde entier, notamment dans les pays musulmans et les pays communistes (360 millions de chrétiens ont été persécutés dans le monde en 2022, selon l'ONG Portes ouvertes). On ne pouvait rien attendre d'autre de cette organisation devenue fer de lance du wokisme sur le plan international.

Un « évènement de haut niveau » a été co-organisé par le Pakistan, Etat où la persécution des chrétiens est « systémique », et l'ONU (ONU info 10 mars 20213) afin de célébrer cette journée dont la date est fixée au 15 mars. Bien que cette commémoration ne soit qu'optionnelle, la Commission européenne s'y est évidemment associée par la voix de Mme Lalisce. Celle-ci a notamment déclaré : « lutter contre la haine et la discrimination envers les musulmans et les personnes perçues comme musulmanes fait partie intégrante du travail plus général de lutte contre le racisme et contre les discriminations ». Les musulmans ont évidemment droit au respect dû à toute personne humaine. Mais l'étude critique de l'islam en tant que système religieux, social et politique est tout aussi évidemment un droit et la liberté de chacun. L'assimilation de l'Islam à une race, habituelle, dans le discours woke et/ou islamo-gauchiste, est évidemment erronée mais volontaire. La communauté islamique rassemble des peuples très divers : Maghrébins, Arabes, Turcs, Iraniens, Albanais, Chinois, Indonésiens, Pakistanais, Indiens...Le terme racisme en ce qui concerne l'hostilité aux musulmans est totalement inadapté si les mots ont un sens. Personne n'aurait l'idée d'assimiler les innombrables actes anti chrétiens à du racisme. Mais cette confusion voulue en ce qui concerne l'islam n'est nullement innocente car en le faisant on y ajoute une connotation morale forte, car le racisme est le péché le plus impardonnable de notre époque. Ce faisant toute réticence ou toute critique à l'égard de l'islam ou de pratiques liées à l'islam sera immédiatement qualifiée ou soupçonnée de racisme. Donc condamnable moralement mais pouvant aussi être l'objet de poursuites judiciaires. Il est possible de le percevoir dès à présent où toute critique de l'abattage rituel des animaux, considéré par Mme Lalisce comme une manifestation de racisme (tweet du 22 mars 2023 : « fighting prejudices and hate and tackling legislation against ritual slaughter »), ou la critique de certaines pratiques comme le voilement des femmes, sont pointées comme attitudes racistes et islamophobes par les activistes musulmans ou islamo-gauchistes.

Voilement des femmes qui ne semble guère troubler la Commission européenne. En celle-ci a jugé opportun pour illustrer une campagne de communication sur le thème « L'avenir est entre vos mains » de faire figurer en premier plan une jeune femme voilée. Est-ce l'avenir souhaité par les femmes européennes ? Pire encore, en septembre 2022, pour illustrer une affiche relative au prix européen de l'enseignement innovant, la Commission a choisi une photo montrant une petite fille

voilée juste au dessus du logo de la Commission européenne. Au moment même où la jeune Masha Amini, âgée de 20 ans, était assassinée par la police des mœurs iraniennes pour n'avoir pas porté son voile de façon « réglementaire ». Ce qui allait provoquer des journées de manifestations en Iran durement réprimées, y compris par la pendaison de certains manifestants. La Commission a vraiment le sens de la décence et de l'opportunité dans sa communication ! Mais la soumission au wokisme a ses impératifs.

Mais les signes de l'étrange complaisance de l'Union européenne avec l'islamisme ne s'arrêtent pas là. Ainsi, selon Global Watch Analysis, qui se fonde sur les données de l'European financial transparency system (ECFTS), la Commission européenne, ainsi que le Conseil de l'Europe, ont financé Islamic Relief, Islamic Human Rights Commission, le Forum of European Muslim and Student Organisations, organisations toutes liées à la Federation of Islamic Organisations in Europe, structure qui coordonne l'action des Frères musulmans en Europe. Rappelons que les Frères musulmans sont classés organisation terroriste par plusieurs Etats dont Israël.

La mieux dotée a été Islamic Relief qui aurait bénéficié de 40 026 424 € de la part de la Commission européenne depuis 2009. Le fait que son président et son conseil ont été obligés de démissionner en raison de dérives antisémites et d'apologie du terrorisme islamique n'a nullement dissuader la Commission européenne de reconduire Islamic Relief comme « partenaire humanitaire » jusqu'en 2027.(cf question écrite E-0028 16/2021).

Pire encore, le Collectif de lutte contre l'islamophobie en France, qui s'est auto-dissout avant de l'être par le Gouvernement français en raison de son rôle dans l'incitation au meurtre de Samuel Paty, aurait bénéficié lui aussi des largesses européennes à hauteur de 810 000 € entre 2012 et 2017 et de financement de l'Open society de George Soros.

Ainsi la Commission européenne semble faire sienne l'affirmation woke selon laquelle les musulmans sont l'objet de discrimination systémique en Europe et doivent donc bénéficier d'un « privilège compensatoire permanent » pour reprendre la formule de Derrida. Il en découle des financements pour le moins hasardeux ainsi qu'une communication complaisante. En manifestant qu'elle croit à une islamophobie structurelle, elle fait le jeu des mouvements islamistes qui prétendent interdire toute critique de l'Islam et de ses us et coutumes au nom de la lutte contre un racisme supposé, prétention au demeurant absurde parce que l'islam est un système religieux, juridique et social mais pas une race.

Le néologisme « islamophobie », diffusé par la mouvance proche des Frères musulmans signifie au sens propre la peur irraisonnée de l'islam. Or, dans son rapport pour 2022, Europol indique que l'Europe a subi 18 attentats djihadistes en 2019, 14 en 2020, 11 en 2021. La Fondation pour l'innovation politique, dans une publication de septembre 2021, relève que de par le monde de 1979 à 2000 ont été recensés 2190 attentats islamistes qui ont causé le décès de 6818 personnes. Entre 2013 et 2019, ce sont 23 315 attentats qui ont été recensés et 122 092 morts. La peur d'une certaine forme d'islam conquérant n'est donc pas si irraisonnée que cela. Au contraire.

Il est possible de souligner également qu'en faisant preuve d'une sympathie complaisante pour l'islam, l'Union européenne qui s'acharne à nier les fondements chrétiens de la civilisation européenne contribue à l'effacement de celle-ci et à la réécriture falsifiée de notre histoire. Pour le reste du monde, et notamment pour le monde islamique, l'Europe et plus largement l'occident est assimilé au christianisme et la romanité, comme l'exprime l'usage des termes dépréciatifs pour les musulmans de « roumi » ou de « croisés » souvent employés par les islamistes. En professant une forme d'amnésie spirituelle et culturelle, l'Union européenne se déprécie elle-même aux yeux de

certaines adversaires déterminés de notre civilisation et favorise la pénétration de l'idéologie des Frères musulmans sur son propre territoire, dans une démarche de repentance post coloniale typiquement wokiste.

Cette soumission à la victimisation des musulmans, instrumentalisée par les Frères musulmans pour désarmer toute critique, voire tout commentaire à l'endroit du système politique, juridique et religieux de l'islam, est également un des éléments de la mise en accusation de l'homme blanc occidental, véritable bouc émissaire de toutes les dérives de l'humanité : impérialisme, esclavagisme, racisme, patriarcat abusif Comme si ces agissements étaient le propre de l'homme européen. Faut-il rappeler que la civilisation musulmane a pratiqué l'esclavage dès l'origine et jusqu'à une date récente, qu'il ait été africain ou européen par le piratage en méditerranée. Il revêtait de surcroît une cruauté particulière puisque bien des hommes, s'ils n'étaient pas rançonnables, étaient voués à la castration et les femmes à l'esclavage sexuel des harems de la Sublime porte. La Chine connaissait aussi l'esclavage tout comme les sociétés amérindiennes qui y associaient les sacrifices humains. Quant à l'impérialisme, il est de tous les temps et de toutes les civilisations. Les premiers royaumes arabo-musulmans partirent à la conquête de l'empire byzantin, suivi par l'empire ottoman qui colonisa l'Europe jusqu'aux portes de l'Autriche. Quant au patriarcat point n'est besoin de s'étendre sur sa réalité dans le monde musulman et les sociétés d'Asie.

Toutes ces réalités pèsent peu devant la volonté idéologique de mettre l'homme blanc en accusation en tant que porteur d'une vision néocoloniale et suprématiste du monde. Comme si le développement exceptionnel des sciences et techniques et l'expansion considérable de l'occident dans le monde renvoyaient aux pays moins développés du sud une image d'eux-mêmes peu valorisante. Il en est résulté un ressentiment profond doublé d'une volonté de revanche politique et économique d'autant plus forte que le sentiment d'humiliation a été systématiquement entretenu par certains gouvernements et, en Europe, par certaines minorités militantes organisées en groupe de pression qui ont l'oreille d'une certaine presse et devant qui tremble l'oligarchie.

L'Union européenne qui a toujours été très perméable aux influences américaines n'a pas manqué de faire sienne les poncifs de l'idéologie woke quant au racisme « systémique » des sociétés occidentales, en l'occurrence européennes.

Racisme : les sociétés européennes mises en accusation par la Commission.

Le 18 septembre 2020 la Commission a présenté au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions un « Plan d'action de l'UE contre le racisme 2020/2025 ». Nul ne conteste la légitimité de lutter contre le racisme mais il serait possible de considérer que cette action relève plus de la subsidiarité, donc des Etats membres, que de l'Union européenne puisque combattre les actes racistes est, par définition, une affaire de proximité. Quoiqu'il en soit la Commission a donc produit ce document qui rappelle la législation existante en matière de non discrimination, notamment à l'emploi, préconise des sanctions pénales et la lutte contre les « discours haineux », terme qui nécessiterait une définition stricte car il est patent que certaines associations ont une conception extensive du discours haineux et qu'une simple critique de tel ou tel aspect de traditions religieuses ou, par exemple de l'Islam, voire un commentaire historique peut être rapidement suivi d'une action en justice.

Le plus intéressant dans le document réside sans doute dans sa partie introductive et dans les divers communiqués officiels qui ont accompagné sa sortie car ils traduisent la grille de lecture de la Commission et ses arrière-pensées idéologiques.

Dans le style habituel des communiqués de la Commission, triomphaliste et emphatique, ont été repris les propos tenus par Mme von der Leyen le 16 septembre 2020, dans son « discours sur l'état de l'Union » (y-a-t-il un copyright au profit des Etats-Unis ?) : « les progrès en matière de lutte contre le racisme et la haine sont fragiles – dans ce domaine les avancées sont durement gagnées, mais très facilement perdues. C'est la raison pour laquelle l'heure du changement a sonné. Il est temps à présent de construire une Union véritablement antiraciste –en condamnant le racisme, mais aussi en agissant ».

Les propos sont intéressants à plus d'un titre d'abord parce que la Présidente de la Commission suggère que jusqu'à présent l'Union européenne était raciste puisque « l'heure du changement a sonné » et « qu'il est temps de construire une Union véritablement antiracisme ». Etrange propos qui est sous-tendu par le présumé woke selon lequel les sociétés occidentales sont, par nature, « de façon systémique », racistes. Donc selon Ursula von der Leyen l'UE n'était pas « véritablement antiraciste », donc qu'elle était raciste et qu'il fallait agir sans tarder. En vérité les Etats membres n'ont pas attendu pour adopter de nombreuses législations antiracistes.

La Commissaire Helena Dalli, championne du wokisme au sein de la Commission ne pouvait rester en retrait : « Avec ce plan d'action, nous reconnaissons que le racisme n'est pas seulement le fait d'individus mais il est aussi structurel »... « c'est la raison pour laquelle nos efforts vont porter sur les services de maintien de l'ordre, les attitudes sociales, les stéréotypes et les problèmes économiques ». Tout y est : le racisme « structurel », la volonté quasi totalitaire de la Commission, ce qui est le propre du wokisme, de traquer les attitudes sociales et les « stéréotypes », ce qui revient à vouloir conditionner la façon de penser et d'être des personnes, en dehors de tout acte pénalement répréhensible. Il convient de souligner que la Commission prétend s'immiscer dans la gestion des services de maintien de l'ordre, ce qui n'est en aucun cas de sa compétence. Nous sommes donc face à une grille de pensée woke doublée d'une volonté d'outrepasser les compétences attribuées par les traités !

Ce communiqué officiel de la Commission était prometteur quant au texte lui-même. De fait le texte introductif est une sorte de condensé des thématiques woke en matière de dénonciation du prétendu « suprématisme blanc » et du « racisme systémique » de nos sociétés. Comme de juste le texte se réfère au « mouvement mondial Black lives matter » (international certes mais occidental) supposé constituer « le cinglant rappel » d'un racisme profondément enraciné dans nos sociétés européennes !

Il s'en suit quelques affirmations péremptoires : « les personnes d'ascendance asiatique et africaine, les musulmans, les Juifs et les Roms ont tous souffert d'intolérance ». Voici une affirmation bien générale, sans nuance et sans le moindre élément factuel permettant de la fonder autrement que par présumé idéologique. Il pourrait être rappelé que la résurgence de l'antisémitisme tient essentiellement à l'islamisme, à la haine d'Israël et à l'islamo-gauchisme.

Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, la Commission poursuit : « mais d'autres formes de racisme et de discrimination raciale, telles que celles fondées sur des préjugés inconscients, peuvent être tout aussi néfastes ». Voici donc que nos eurocrates veulent « sonder les reins et les cœurs » et se plonger dans notre inconscient pour y pourchasser d'éventuelles formes de racisme inconscient ! Nous connaissons déjà la police de la pensée. La Commission invente la police de l'inconscient.

Elle continue dans la même veine : « il existe différentes formes de racismes » ... qui « ont toute en commun de dévaloriser une personne au moyen de stéréotypes fondés sur des préjugés ». Or, par définition les stéréotypes et les préjugés ne sont pas des moyens utilisés consciemment. La Commission cite parmi les formes de racisme « l'islamophobie » alors qu'il est établi que cette notion est instrumentalisée par les islamistes, notamment ceux proches des Frères musulmans, pour interdire toute critique de l'islam ou de ses pratiques.

Afin de compléter son approche wokiste de la question, elle poursuit en soulignant que « le racisme peut également être combiné à de la discrimination ou de la haine fondée sur d'autres motifs ; notamment le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge et le handicap, ou viser les migrants. C'est un élément dont il convient de tenir compte dans le cadre d'une approche intersectionnelle ». Il s'agit du très classique « pot-pourri » woke qui consiste à conjuguer toutes les minorités soi-disant opprimées ou discriminées pour obtenir une convergence des luttes de libération contre l'ordre oppresseur occidental et patriarcal.

Le texte de la Commission fournit au lecteur la traduction de son jargon, en indiquant par une note en bas de page que « l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes définit l'intersectionnalité comme un outil d'analyse permettant d'étudier et de comprendre comme le sexe et le genre d'une part, et d'autres caractéristiques/identités personnelles, d'autre part se croisent et comment ces intersections contribuent à des expériences de discriminations uniques, ainsi que de prendre des mesures à cet égard ». Il n'est pas acquis que cette mauvaise littérature à prétention scientifique éclaire beaucoup le lecteur, mais il est certain que nous sommes là immergés dans le wokisme le plus exemplaire. Porté officiellement par la Commission européenne qui en fin de compte affirme que les sociétés des Etats membres de l'Union européenne sont coupables d'un racisme systémique et parfois inconscient qu'il convient d'éradiquer.

En réalité, le sujet n'est pas d'éradiquer le racisme mais l'homme occidental, sa culture, son histoire, ses avancées scientifiques, sa spiritualité pour le punir d'avoir eu une domination puis un ascendant et une avance technique sur le reste du monde. En fait c'est l'Europe dans son être qu'il faut amener à la repentance, humilier et détruire. Le pire est que la Commission européenne se fait l'instrument zélé de cette ruine annoncée.

Mais elle n'est pas seule parmi les institutions européennes, le Parlement européen et sa majorité ne pouvaient manquer à l'appel lorsqu'il s'agit de mettre en accusation l'occident. Saisi par l'émotion générale causée par la mort de George Floyd dans les circonstances que l'on sait aux Etats-Unis, la majorité du Parlement européen, influencé par le mouvement « Black lives matter », vota le 19 juin 2020 condamnant « le suprémacisme blanc dans toutes ses formes » et demanda à ce que « le recours disproportionné à la force et les tendances racistes dans l'application de la loi » dans la répression des émeutes qui avaient suivi ce dramatique évènement, « soient dénoncés publiquement ».

L'émoi qui avait saisi le monde occidental explique la teneur de la résolution. Il n'en reste pas moins qu'elle contient en quelques lignes le résumé du réquisitoire permanent que le wokisme dresse contre les sociétés occidentales : la suprématie blanche et le racisme « systémique » qui pervertit l'application de la loi. L'homme blanc est devenu la cause de toutes les injustices. Mais pour le Parlement l'obsession anti blanche s'insinue jusque dans les formations dispensées à ses collaborateurs. Ainsi la Direction générale du personnel du Parlement a-t-elle organisée, le 23 mars 2023, dans le cadre du suivi de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination

raciale, des séances de formation pour éliminer le racisme dans le langage sous le titre « L'antiracisme - pourquoi les mots sont importants ».

Cette session de formation fut ouverte par le vice-président du Parlement M. Dimitrios Papadimoulis, accompagné de Kristian Knudsen, directeur général du personnel et d'Erika Laud-Gietema, directrice des services sociaux et du soutien aux ressources humaines de la direction générale du personnel du Parlement. Une session totalement officielle et parfaitement assumée par l'institution. Or qu'apprenait-on dans ce colloque ?

Tout d'abord un visuel prétendait que la symbolique des couleurs de la religion chrétienne était porteuse de racisme puisque la couleur blanche était associée à Dieu, aux anges, au paradis, à la lumière, à l'innocence, à la virginité, à la beauté et à la vertu alors que le noir était associé au démon, à l'enfer, à l'obscurité, au péché, à la faute, à la laideur, au mal. Ce qui pointerait l'Afrique et l'ouest asiatique, l'islam, le judaïsme et les autres religions. Outre l'obsession anti blanche, était ajoutée une petite couche de christianophobie, fort bien portée dans les Institutions européennes.

Il eut été possible de souligner, si l'on voulait rester dans le « code de couleurs », que ceux du judaïsme et de l'islam sont à peu près identiques à celui du christianisme. De surcroît il semble difficile de considérer que le noir n'est pas sombre et que le blanc n'est pas clair. Donc un pur délire wokiste qui tient pour rien la réalité, totalement endossé par l'administration du Parlement.

Mais il convient de s'arrêter sur les thèmes développés par les intervenantes principales de cette formation, Mme Susan Arndt, professeur d'études anglaises et de littérature anglophone à l'université de Bayreuth, et Mme Rolade Berthier, formatrice en anglais et chercheuse indépendante.

Ainsi que le relate Ubtaktuell, le magazine du campus de l'université de Bayreuth, le professeur docteur Susan Arndt a prononcé le discours introductif sur le thème de « l'interaction (historique) du colonialisme, du racisme et de la langue ». Elle a notamment affirmé que « le racisme prétend qu'il existe une « race humaine » afin de faire de la blancheur la norme privilégiée », ce qui, selon elle, « conduirait à l'altérité, dont le l'objet principal est de dénier une pleine humanité à ceux qui sont exclus de la suprématie blanche au travers de la construction des gens de couleur ». Dans le cours des discussions elle a également affirmé que « la blanchité influence les processus de production des savoirs ». Le site Ubtaktuell indique également que « la formation a porté sur la manière dont la législation et les stratégies de politique éducative peuvent être traduites en mesures concrètes de lutte contre le racisme structurel. D'une part il s'agissait d'interdire les termes racistes (et de l'interdire dans tous les contextes de l'UE) et d'autre part de la question de savoir comment les débats dans la société dans son ensemble peuvent être dotés d'une plus grande conscientisation, d'une plus grande connaissance des mots et d'une plus grande compétence ». Et de conclure que « toute langue ne peut gagner qu'en étant moins discriminatoire et plus inclusive ». Nous sommes bien là embourbé dans le jargon woke « décolonial » et dénonciateur de la suprématie blanche, en terme simple du racisme anti blanc et de l'auto-flagellation imposée.

Mme Rolade Berthier relate dans son blog que « nous utilisons le terme « blacklist » (liste noire) pour désigner quelque chose de négatif ou d'interdit. Cela ne renforce-t-il pas l'idée que le noir est indésirable et le blanc désirable ? » Et demande d'utiliser de préférence d'autres mots tels liste interdite, refusée, bloquée, ou non autorisée.

Elle regrette aussi, par exemple, que l'utilisation du mot gourou « à tout bout de champ remet en question sa valeur originelle » de respect dans les traditions bouddhistes ou indoues. Elle souligne également « qu'un immigrant est une être humain ; un être humain ne peut pas être illégal » et

suggère d'utiliser de préférence les termes « individu/famille/personne sans papier ; ou se concentrer sur l'action, c'est-à-dire l'entrée illégale ». Et de conclure : « les mots peuvent faire la différence entre le respect et la déshumanisation ». Il s'agit, sous l'apparence de bon sentiment, d'expurger la langue au nom d'obsessions racistes et créer une « nov langue » digne du roman de George Orwell.

Ainsi le Parlement européen se fait-il le vecteur du wokisme en Europe, sans se rendre compte, semble-t-il, qu'il déconstruit l'Europe elle-même et non plus seulement les nations qui la composent.

Le Conseil de l'Union européenne ne pouvait rester indemne. Le 19 mars 2023 à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Haut représentant, au nom de l'Union européenne a notamment déclaré : « lutter contre le racisme suppose également d'éliminer les obstacles, de réduire les disparités sur le plan de la richesse ainsi que les inégalités en matière de justice pénale, et de braver les stéréotypes et les préjugés ». Nous retrouvons sous-jacente l'idée qu'il existe un racisme structurel juridique et économique, porté notamment par l'inconscient collectif que traduisent les stéréotypes et les préjugés. Ce qui prédispose non seulement à une police de la pensée mais même de l'inconscient.

Il poursuit ainsi : « au cours de l'année écoulée, l'antitziganisme, la xénophobie, y compris envers les migrants, ainsi que l'orientation sexuelle, ont été les motifs de plus souvent signalés dans les discours de haine dans la région européenne ». Cette déclaration assez vague quant aux sources (les motifs les plus souvent signalés), procède à l'habituelle « intersectionnalité » des discriminations et oppression supposées de diverses minorités qui sont conjuguées pour accroître leur puissance révolutionnaire dans le cadre de la déconstruction généralisée de la société européenne. A cet égard il convient de souligner la formule « région européenne ». Il ne s'agit plus d'Europe, ni même d'Union européenne mais d'une simple région dans le grand tout indifférencié de la mondialisation. Mondialisation dont la déconstruction woke est un outil idéologique puissant.

Mais la soumission des institutions européennes aux injonctions idéologiques du wokisme se manifeste également de façon éclatante dans sa perméabilité à la théorie du genre dont elle s'est faite un propagateur zélé.

La théorie du genre : doxa officielle de l'UE.

La Commission européenne a présenté le 5 mars 2020 un texte intitulé : « Une Union de l'égalité : stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025 ». En exergue du texte a été inscrite une citation de Mme Ursula von der Leyen, dans le style habituel de ses chargés de communication, c'est à dire assez emphatique et creux : « La timidité n'est pas de mise : nous pouvons être fier de ce que nous avons accompli et ambitieux pour l'avenir » (orientations politiques).

Mais en dehors de cette auto congratulation, que dit le texte, quelle idéologie le sous-tend ?

Dès le départ il est indiqué au lecteur que : « Grâce à une législation et à une jurisprudence solides en matière d'égalité de traitement, aux mesures prises pour intégrer la dimension hommes-femmes (aussi appelée dimension de genre) dans différents domaines d'action et à des dispositions législatives visant à combattre des inégalités spécifiques, l'UE a accompli des progrès considérables dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes au cours des dernières décennies ». Une note de bas de page explique que « le terme genre désigne les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construites, qu'une société donnée considère comme

appropriées pour les femmes et les hommes ». Le ton est donné. La grille de lecture de la Commission au regard de la question des rapports entre hommes et femmes et d'égal accès aux fonctions, professions et rémunérations, est celle de la théorie du genre. Rappelons que la théorie du genre, inventée par l'américaine Judith Butler, lesbienne militante, philosophe et en aucun cas scientifique, consiste en une hypothèse selon laquelle l'identité sexuelle – garçon ou fille – génétiquement déterminée pour chacun dès sa conception, détermination génétique inscrite en toutes nos cellules, ne résulte pas du sexe et des données biologiques mais de l'environnement socioculturel, et des « assignations culturelles » et « stéréotypes ». Ce qui signifie que notre identité féminine ou masculine ne serait pas liée, ou très peu à la réalité génétique, morphologique, anatomique et biologique de notre corps. En fait la cohérence entre notre sexe et notre « genre » nous serait imposée par la société. Donc une intolérable oppression. La théorie du genre sous-estime, voire nie, la réalité biologique de l'être humain, mais survalorise la construction socioculturelle de l'identité sexuelle. Celle-ci ne serait donc pas objective mais subjective. Seule l'orientation sexuelle, choisie ou non, caractériserait l'individu.

En fait la théorie du genre inverse les faits. C'est la réalité des différences sexuelles, chromosomiques, physiques et physiologiques propres aux hommes et aux femmes qui ont entraîné les constructions sociales, et non le contraire.

Il est permis de s'interroger sur les raisons qui poussent l'Union européenne à faire sienne une idéologie ne reposant sur aucune donnée scientifique, à prétention philosophique et exprimée de surcroît dans un jargon obscur, qui se rattache aux théories de la déconstruction, pour en faire sa grille de lecture. Pour suivre un mode de pensée américain ? Pour aller plus loin que la déconstruction des nations, jusqu'à la déconstruction des sociétés européennes ? Ou tout simplement parce que le relativisme triomphant et l'individualisme absolu finissent par considérer que les données de nature sont « fascistes » puisque l'individu ne les a pas choisies. Les eurocrates devraient se souvenir d'un proverbe polonais : « Dieu pardonne toujours, l'homme parfois, la nature jamais ».

Les rédacteurs du texte poursuivent : « Malheureusement, les progrès en matière d'égalité entre les hommes et les femmes ne vont pas nécessairement de soi et ne sont pas irréversibles. Nous devons donc donner un nouvel élan à ladite égalité ». Il convient de souligner qu'aucun fait précis ne vient corroborer l'affirmation que les progrès ne sont pas irréversibles. Il y a au contraire un « effet cliquet » en la matière, au moins sur le plan légal, qui vient contredire l'affirmation. Suit aussitôt une autre affirmation inquiétante : « trop de personnes enfreignent encore le principe d'égalité hommes-femmes en tenant des propos haineux sexistes et en bloquant l'action contre la violence et les stéréotypes sexistes ». Il est permis de s'interroger sur la question de savoir dans quel monde vivent les auteurs. Les « propos haineux sexistes » sont-ils monnaie courante ou simplement évoqués pour justifier le développement qui suit ? A moins que le mot haineux n'ait plus rien à voir avec la réalité. Des propos de mauvais goût, hélas oui, mais il ne s'agit pas de haine, plutôt de stupidité ou de mauvaise éducation. Or ni la stupidité, ni la mauvaise éducation ne sont des délits, sinon les prisons seraient encore plus encombrées qu'elles ne le sont. Il est difficile d'imaginer que quiconque, en dehors de délinquants, puisse bloquer « l'action contre la violence ». Quant à l'évocation des « stéréotypes sexistes », il s'agit de la nécessaire courbette à la théorie du genre qui, on l'a vu, est la grille d'interprétation de la Commission. Va-t-on poursuivre les parents qui offrent une poupée à leur fille et un camion de pompier à leur fils ? Et va-t-on nier que les métiers qui requièrent une importante puissance physique attirent plus souvent les hommes que les femmes ? Faut-il regretter la défunte Union soviétique où l'on assignait souvent les femmes aux travaux de terrassement ?

Pour compléter l'action législative, la Commission a lancé une campagne de communication intitulée #EndGenderStereotypes, « pour remettre en cause les stéréotypes sexistes » dans la plus pure théorie du genre et de la déconstruction woke, au titre en anglais international qui est devenu la langue quasi officielle de l'Union européenne, ce « volapuk intégré » annoncé par le Général De Gaulle.

Le premier visuel montre un jeune homme, beau garçon de surcroît, en train de faire du tricot, dans un train de banlieue semble-t-il. Si l'on clique sur la case en savoir plus, il est possible de prendre connaissance du but de la campagne : « mettre en évidence le rôle joué par les stéréotypes de genre dans la société ». S'en suit un plaidoyer woke, caricatural des obsessions des tenants de la théorie du genre : « A quel genre un certain jouet, emploi, sport ou couleur est-il immédiatement associé dans ton esprit ? Les stéréotypes de genre sont profondément enracinés dans notre culture et sont la cause d'inégalités de genre. Bien souvent, nous n'en avons même pas conscience, mais ils affectent chacun d'entre nous, femme ou homme ». En ces quelques phrases sont mis en accusation notre culture, porteuse de « stéréotypes » et donc discriminante, et notre « esprit » et notre conscience. L'autocritique n'est pas loin et la Commission s'autorise à faire une intrusion dans nos pensées conscientes et notre inconscient. Bienvenue dans le pire des totalitarismes.

Pourquoi s'arrêter en si bon chemin : « chacun de nous possède différentes identités, à l'intersection desquelles nous pouvons être victimes d'une forme de discrimination unique à notre situation. Les stéréotypes de genre limitent la liberté de chacun. C'est pourquoi il est important de les bousculer ». Exemple pur du jargon propre à la théorie du genre et que reprend la thématique woke de la discrimination systémique due à notre culture ou à notre inconscient. Le lavage de cerveau s'impose car tenir compte des données de nature est évidemment une attitude fascisante.

La campagne se poursuit par une série d'exemples puérils, du style une femme pompier, ce qui est supposé devoir nous surprendre, et est accompagné du texte suivant : « des compétences que nous acquérons dès le plus jeune âge aux matières que nous étudions à l'école et aux carrières dans lesquelles nous nous engageons, les clichés sur ce que l'on attend des femmes et des hommes, des filles et des garçons, peuvent limiter nos aspirations, notre choix et notre liberté. Nous devons donc nous interroger sur ce qui est dû à notre libre arbitre et ce qui est dû aux stéréotypes ». Ici encore la Commission entend entrer dans l'intimité de nos choix et met en doute notre libre arbitre. La nécessaire rééducation n'est pas loin, tant il est vrai que le wokisme est à bien des égards une duplication des modes de penser et d'agir propre à la dialectique marxiste-léniniste.

Suit l'inévitable photographie représentant un père coiffant sa fille car « les rôles et responsabilités des hommes et des femmes, dans leurs foyers et sur leur lieu de travail, ne sont pas déterminés seulement par leurs libre choix mais aussi par les stéréotypes de genre. Parvenir à un équilibre des genres au travail, à la maison et dans la société exige que chacun élargisse ses perspectives sur ces questions en remettant en question les croyances et les normes ». D'une part la Commission n'a aucun droit à s'immiscer dans l'organisation des tâches dans l'entreprise et encore moins les foyers, d'autre part elle n'a rien à exiger en ce domaine qui relève du libre arbitre et de la liberté de chacun. Le totalitarisme n'est pas loin pour cette Commission européenne devenue folle et qui entend régenter la vie de chacun dans ses moindres détails. A quand le bracelet électronique pour tous afin de mesurer l'exacte répartition des tâches au foyer ?

La dernière image figure « une présidente en train de remettre une décoration à une militaire », image qui devrait nous étonner. Mais enfin l'histoire de l'Europe fourmille de reines et d'impératrices qui ont assumé les plus lourdes charges du pouvoir et ce sont plutôt les temps démocratiques qui ont

relégué les femmes au second plan en ce domaine. S'en suit un plaidoyer pour « lutter contre les stéréotypes qui empêchent les femmes d'accéder à des postes haut placés ». Notons que c'est de moins en moins le cas et qu'en ce domaine comme d'en d'autres, ce sont la volonté personnelle, le choix individuels et la compétence qui doivent primer. Non des quotas administratifs.

Afin de mettre en œuvre sa doxa inspirée de l'idéologie du genre, la Commission européenne dispose d'un bras armé, l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette agence européenne a notamment pour but d'aider les décideurs politiques « à concevoir des mesures inclusives, transformatrices et promouvant l'égalité des genres dans tous les domaines de la vie », « à fournir des recherches, collecter et analyser des données sur l'égalité des sexes dans une perspective intersectionnelle », « fournir un soutien technique pour l'intégration de la dimension de genre dans toutes les politiques européennes et nationales ». Au moins la Commission européenne n'avance-t-elle pas cachée, elle assume totalement le fait que son approche des relations hommes/femmes est fondée sur l'idéologie du genre, ce que certains « idiots utiles » refusent de voir.

Dans sa présentation l'agence reprend la littérature de la Commission : « nous contribuons à faire de l'Union européenne une Union de l'égalité, où les femmes et les hommes, les filles et les garçons dans toute leur diversité sont libres de suivre le chemin qu'ils ont choisi dans la vie, ont des chances égales de s'épanouir et peuvent également participer et diriger nos sociétés ». La formule « toute leur diversité » mérite d'être décryptée. Il s'agit de faire sienne toutes les catégories discernées par les tenants de l'idéologie du genre (hétérosexuels dits cisgenres, lesbiennes, gays, trans, queer, mais aussi asexualité, pansexualité, non-binarité, bispirtualité) et donc de les officialiser et officialiser le jargon propre à l'idéologie de genre.

Les enfants ne doivent pas échapper à la propagande de la théorie du genre, c'est pourquoi l'Union européenne a conçu des « boîtes à outil éducatives contre les stéréotypes sexistes à l'école primaire », reposant sur l'exemple des transports, secteur où la Commission estime qu'il n'y a pas assez de femmes à cause « des stéréotypes sexistes ». On y apprend que « les contextes scolaires et familiaux sont souvent chargés de messages implicites liés au genre que les enseignant(e)-s ont la responsabilité de mettre en lumière et de combattre ». Chacun pourra apprécier l'écriture inclusive mais encore l'affirmation que le rôle des enseignants est de combattre ce que les enfants reçoivent dans leur famille sur le plan éducatif si ceci ne correspond pas à l'idéologie woke de l'Union européenne. Une intrusion scandaleuse et totalitaire dans la responsabilité éducative des parents et fondée sur de supposés stéréotypes « implicites ».

Il serait possible de commenter les rapports annuels de la Commission sur l'égalité homme/ femme au risque d'être répétitifs. Soyons clair nul ne peut être opposé à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes pour des postes et des qualifications équivalentes, que des traitements défavorables au regard de la maternité sont inacceptables, que le libre choix d'accès aux professions et aux formations doit être garanti, que les conditions de travail et de promotion doivent être égales en fonction des talents. Ce qui n'a rien à voir avec la recherche, parfois sous-jacente, d'une forme d'égalité mathématique dans l'exercice des responsabilités ou de la volonté que les femmes deviennent « des mecs comme les autres », ce qui ne semble guère correspondre au respect dû à la moitié féminine de l'humanité. Nous sommes face à un délire idéologique qui prétend qu'en fin de compte l'être humain est un être indifférencié qui peut choisir à sa guise son « identité de genre ».

La juste aspiration est de préserver la liberté de chacun de choisir sa profession et de mener sa carrière comme il l'entend sans rencontrer d'obstacles indus. L'égalité et la justice entre les hommes et les femmes sont évidemment des objectifs précieux. Tout comme la lutte contre les violences

faites aux femmes (ou aux hommes, qui existent bien que plus rares) dans le sein de la famille et ailleurs et qui peuvent résulter de pratiques culturelles ou tribales comme les mutilations sexuelles ou encore les pressions pour revêtir certaines tenues vestimentaires.

Mais tout ceci n'a rien à voir avec la propagation de l'idéologie du genre, jusqu'aux enfants, entreprise par l'Union européenne dans un sorte d'enivrement de déconstruction dont elle sera aussi victime. En aucun cas l'Union européenne, qui n'a que des compétences d'attribution, n'a été mandatée pour se faire l'outil de propagation du wokisme en Europe. Elle outrepassse ses droits et viole gravement ceux des Etats membres qui ont le droit de combattre les forces de dilution sociétale.

Liée à sa soumission à l'idéologie du genre, l'Union européenne a pris une option privilégiée pour la minorité, ou les minorités, LGBTQI.

UE : une option privilégiée pour la minorité LGBTQIA...

Depuis quelques années la minorité « LGBTQIA... » a su s'organiser en groupe d'influence et efficace dans ses actions, en profitant notamment de la montée en puissance de la théorie du genre dans les organisations internationales, certains medias et une partie du monde universitaire, à la remorque des modes américaines. L'Union européenne a suivi le mouvement initié aux Etats-Unis.

Sur son compte twitter, Ursula von der Leyen déclarait le 17 mai 2023 : « je suis fière de me tenir aux côtés de la communauté LGBTQ+, aujourd'hui et toujours. L'UE continuera à être la championne de vos droits ». Sa sollicitude institutionnelle pour cette minorité s'est notamment traduite par le fait qu'elle a attaqué la Hongrie parce que le parlement hongrois avait adopté une loi qui réduit ou interdit l'accès des mineurs aux contenus représentant « des divergences par rapport à l'identité personnelle correspondant au sexe à la naissance, un changement de sexe ou l'homosexualité », et parce qu'il avait été demandé par l'autorité publique, à un éditeur de livres d'enfants, de faire figurer la mention qu'un ouvrage décrivait des comportements qui ne correspondent pas aux « rôles traditionnellement attribués aux hommes et aux femmes ».

Dans la mesure où le droit de la famille (art 9 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE) et la législation concernant les mineurs ne sont pas de compétence de l'Union européenne, la Commission s'est fondée sur des arguments juridiques de nature économique, tels la directive sur les services audiovisuels, la directive sur le commerce électronique, ainsi que sur les principes de libre prestation de services et de libre circulation des marchandises (art 56 et art 34 TFUE). C'est au demeurant une tactique habituelle de la Commission, lorsqu'elle ne possède pas de compétences clairement établies dans un domaine, d'utiliser de façon extensive, voire de détourner, des compétences qu'elle possède en effet, pour régir des sujets au-delà de ses compétences strictes. C'est ainsi qu'avant que le traité de Lisbonne lui attribue des compétences partagées en matière d'énergie, elle a déstructuré le marché européen de l'énergie et notamment de l'électricité par le biais de ses compétences exclusives en matière de concurrence.

Quoiqu'il en soit, la Commission en utilisant une cause légitime, combattre les injustices faites aux personnes homosexuelles et a fortiori les violences dont elles pourraient faire l'objet, impose sa vision imprégnée de l'idéologie du genre et de wokisme que traduisent bien à la fois la communication institutionnelle et la structure idéologique des textes, tout comme les mots employés.

Dans la suite du thème développé sur une « Union de l'égalité », la Présidente de la Commission a donc présenté en 2020 une « stratégie de l'UE en faveur de l'égalité des personnes LGBTIQ ». Dans une formulation parfaitement « diversitaire » la Commissaire Helena Dalli : « l'UE s'affirme comme l'exemple à suivre dans la lutte en faveur de la diversité et de l'inclusion...Chacun dans l'Union européenne devrait se sentir en sécurité et libre sans avoir à craindre la discrimination ou la violence fondées sur l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre ou les caractéristiques sexuelles ». La formulation est intéressante car elle mêle l'affirmation justifiée que nul ne doit « craindre la discrimination ou la violence fondées sur l'orientation sexuelle » en y ajoutant « l'identité ou l'expression de genre », ce qui consacre la théorie du genre comme théorie officielle de l'UE. La Commissaire Vera Jourovà ajoute dans le même esprit typiquement woke : « chacun devrait être libre d'être la personne qu'il veut être, sans craindre d'être persécuté ». Passons sur l'idée de persécution qui semble un peu forte pour s'arrêter sur l'essentiel, la Commissaire ne dit pas « chacun devrait être libre d'être la personne qu'il est » mais « la personne qu'il veut être », affirmation en ligne avec la théorie du genre. La réalité n'existe pas, seule compte la subjectivité de la personne qui doit s'imposer à l'ensemble de la société sous peine d'être accusé de discrimination. Mais a-t-on le droit d'imposer au reste de la société une vision purement subjective des choses détachée de toute réalité génétique, biologique et morphologique ? N'est-ce pas là une forme de totalitarisme de certaines minorités, au demeurant extrêmement minoritaires ?

La fiche d'information publiée en novembre 2020 est très révélatrice. Mme von der Leyen est citée : « être soi-même n'est pas une question d'idéologie ». Telle est bien la question puisque pour la théorie du genre il n'y a pas de réalité objective mais seulement construction sociale, donc variable comme le « genre » qui pourrait être « fluide ».

Le même texte indique qu'en 2019, 43% des personnes LGBT avaient eu le sentiment d'avoir fait l'objet d'une discrimination. Ici encore subjectivité. La question n'est pas de savoir si on a eu le sentiment ou l'impression d'être discriminé mais si on l'a été en réalité, d'autant plus qu'une éventuelle discrimination peut donner lieu à des poursuites

Ce document cite une personne se disant « intersexuée », en termes clairs ne se considérant ni homme ni femme, dans le jargon « au genre pluriel » : « je suis une personne intersexuée et j'en suis fière, c'est une question de temps avant que chacun en ait entendu parler et compris que le sexe biologique n'est pas quelque chose de binaire ». Or justement, le sexe biologique est binaire. L'on est porteur de chromosomes XX ou XY. Rien de plus binaire et scientifiquement concret.

Le fait que la Commission cite cette personne traduit que cette institution endosse totalement l'idéologie du genre, c'est-à-dire la déconstruction de l'identité sexuée des êtres humains. Au demeurant la personne citée continue en affirmant : « cela prendra davantage de temps avant que les gens acceptent que chacun est libre de choisir son identité ». Au nom de quoi devrait-on imposer une vision purement subjective, individuelle et coupée de la réalité des choses ? La dysphorie de l'identité sexuelle est une souffrance mais le droit n'est pas une thérapie. Il n'appartient pas aux institutions politiques et administratives de reconnaître les troubles de la personnalité comme une donnée sociale. Ceux-ci relèvent d'un suivi personnel respectueux, pas d'une « institutionnalisation ». Au demeurant, si l'on rentre dans cette logique, pourquoi devrait-il en être ainsi uniquement pour les troubles de l'identité sexuelle et non pour les autres troubles de la personnalité ?

Le texte même de la stratégie de l'UE en faveur des personnes LGBTQI est intéressant en raison de la grille de lecture qui est sous-jacente. La tonalité est victimaire, en cohérence avec l'idéologie woke qui veut que les minorités sexuelles soient l'objet de discrimination « intersectionnelle » en raison de

« préjugés » et de « stéréotypes », terminologie abondamment reprise dans la communication. Un des exemples de « préjugé » relevé par la Commission est que « 57% des personnes interrogées » seraient mal à l'aise à l'idée qu'un de leurs enfants aient des relations sexuelles avec une personne trans. Faut-il vraiment s'en étonner ?

Mais le plus révélateur est que la Commission (point 2 de la stratégie) s'insurge contre le fait que le mouvement LGBTIQ soit de plus en plus qualifié d'idéologie dans les communications en ligne et hors ligne et qu'il en aille de même « en ce qui concerne la campagne en cours contre « l'idéologie de genre » ». Il s'agit d'une remise en cause des libertés d'opinion et d'expression mais aussi, d'une certaine façon, de l'affirmation que l'idéologie du genre est l'idéologie officielle de l'Union européenne qui ne saurait être contestée. Trofim Lyssenko n'est pas loin ! Décidemment la Commission européenne nous condamne à un « Meilleur des mondes » dont n'aurait même pas rêvé, ou plutôt cauchemardé, Aldous Huxley.

A l'évidence l'idéologie du genre est la grille de lecture adoptée par la Commission pour aborder la lutte contre la discrimination des personnes homosexuelles. Tout y est, le jargon et la terminologie, la tendance à la pensée totalitaire, la prétention scientifique et l'objectif final la déconstruction de l'identité sexuée des êtres humains, instrument privilégié du wokisme. Il n'est pas certain que la cause de la suppression des injustices et des violences à l'égard des personnes homosexuelles y gagne, tout au contraire.

Le soutien inconditionnel au militantisme LGBTQI est également le fait de la gauche du Parlement européen qui, de surcroît, y ajoute une touche de christianophobie, toujours appréciée dans l'Union européenne d'aujourd'hui. C'est ainsi que la députée d'extrême gauche suédoise et militante LGBTQI Malin Björk a soutenu une exposition de photographie d'Elisabeth Ohlson faite pour choquer les chrétiens. On y voyait en effet notamment un homme noir nu en croix, enlacé par un homme blanc tout aussi dénudé. Ou encore le Christ, dans la symbolique de la résurrection, entouré de « gays cuirs », tendance sadomasochiste. Cette exposition a été évidemment soutenue par Martin Schulz, chef de file des socialistes européens et originaire d'Allemagne de l'Est, qui a certainement retenu les leçons de ses anciens maîtres. Avec une parfaite hypocrisie la photographe a déclaré : « Jésus aime les personnes queers tout autant que les autres ». Personne ne croira que l'objet de ces photos était de rappeler que le Christ est venu dans le monde pour racheter et sauver tous les hommes, mais bien pour choquer et causer le scandale. Sans risque au demeurant, car en Europe les chrétiens ne massacrent pas ceux qui raillent leur religion ou offensent leur foi, contrairement à certains représentants d'une autre religion.

Mais outre son caractère provocateur, cette exposition en détournant les symboles de la religion qui a été le creuset de la civilisation européenne, participait à la volonté de déconstruction de notre culture, de notre histoire et notre civilisation. La raillerie gratuite et le ricanement peuvent être aussi des armes de déconstruction très efficaces.

Mais la déconstruction européenne ne serait pas totale sans la déconstruction de la langue. Nous avons vu que l'inévitable Commissaire Dalli avait lancé une tentative, un ballon d'essai, dans le cadre plus large de la communication. Le Parlement européen a allègrement franchi le pas avec un document intitulé : « Usage d'un langage neutre du point de vue du genre au Parlement européen », précédé d'un avant-propos du vice – président du parlement Dimitrios Papadimoulis.

L'Union européenne et la déconstruction des langues européennes.

L'avant propos de M. Papadimoulis est un exemple presque caricatural du jargon woke à la sauce eurocratique : « le Groupe de haut niveau sur l'égalité des genres et la diversité a demandé aux services du Parlement de mettre à jour les lignes directrices en matière de genre neutre du point de vue du genre, qui fournissent des conseils pratiques dans toutes les langues officielles sur l'emploi d'un langage inclusif et équitable du point de vue du genre ». Ce galimatias est à la limite du compréhensible pour le commun des mortels. Evidemment, il n'annonce rien de bon.

De fait le document est un concentré de wokisme ayant pour objet et pour effet d'imposer des normes de déconstruction du langage destiné « à promouvoir un changement dans la société ». Il s'agit bien là d'une démarche subversive. La définition donnée du langage neutre est un exposé décomplexé de l'idéologie de la déconstruction qui a contaminé les institutions européennes : « l'expression langage neutre du point de vue du genre est une expression générique couvrant l'usage d'un langage non-sexiste, inclusif ou équitable du point de vue du genre. L'emploi d'un langage neutre du point de vue du genre vise à éviter les formulations susceptibles d'être interprétées comme porteuse de préjugés, discriminatoires ou dégradantes en laissant entendre qu'un sexe ou un genre social représente la norme. L'usage d'un langage inclusif et équitable du point de vue du genre contribue également à réduire les stéréotypes liés au genre, à promouvoir un changement dans la société et à parvenir à l'égalité des sexes ».

En réalité, il ne s'agit pas de promouvoir l'égalité des sexes mais la confusion de ceux-ci, l'effacement de leurs différences. En filigrane se trouve une conception de féminisme agressif qui veut à toute force gommer la partie masculine de l'humanité du langage, puis des structures sociales.

Le travail de démolition des langues européennes s'avère compliqué du fait de leur diversité, des différences de règles de grammaire et de syntaxe. Il s'en suit une approche alambiquée du multilinguisme européen qui énonce qu'il existe des langues « caractérisées par le genre neutre » comme l'anglais, le danois ou le suédois. Il est recommandée d'utiliser une « stratégie de neutralisation », par exemple ne plus écrire policeman ou policewoman, mais police officer, éviter chairman et préférer chair ou chair person...

D'autres langues sont caractérisées par le genre grammatical, comme l'allemand, les langues romanes et les langues slaves. Les auteurs déplorent qu'il soit « pratiquement impossible, d'un point de vue lexical, d'utiliser des formes neutres largement acceptées ». Il convient donc d'utiliser « d'autres stratégies » la féminisation des mots, ou remplacer le terme masculin générique par des formes doubles comme « tutti i consiglieri e tutte le consigliere », ce qui rend la phrase en effet beaucoup plus élégante et fluide ! Dans le même paragraphe, nous pouvons lire, par exemple, que les termes « infirmières » et « sages-femmes » sont porteurs d'un « sentiment de discrimination... particulièrement marqué ». Mais le rédacteur se rassure, du fait des usages « l'emploi des termes masculins génériques ne constituent plus la pratique absolue ». Reste à savoir quelle stratégie employer pour des termes féminins génériques tels personne, sentinelle ou vigie ?

Enfin des langues sans genre comme l'estonien, le finnois ou le hongrois. En ce cas « elles n'ont pas besoin d'une stratégie particulière pour être non-sexistes ». Rare cas où la Hongrie n'est pas « stigmatisée » !

Le texte décrit ensuite « les préoccupations communes à toutes les langues », au premier rang desquelles « l'emploi générique du masculin ». Il convient donc de recourir à des « stratégies pour éviter une telle utilisation générique ». Il est aussi noté que « l'utilisation dans un grand nombre de langues, du mot « homme » dans toute une série d'expressions idiomatiques qui se réfèrent autant

aux hommes qu'aux femmes ...devrait être découragée ».Les autres « préoccupations » concernent « les noms de professions et de fonctions » ainsi que « l'emploi des titres ».

Il est difficile de ne pas être consterné par la puériorité de certaines remarques, mais elle manifeste une sorte d'obsession anti-masculine comme si la part masculine de l'humanité n'avait eu comme volonté, à travers les règles et usages linguistiques, de discriminer et d'opprimer la partie féminine de l'humanité.

Nous sommes là confrontés à l'expression d'un néo-féminisme agressif, élément du pot-pourri qu'est l'idéologie woke, destiné à plaquer sur le monde tel qu'il est ses schémas d'opposition « dominants/ dominés » qui sont une réinterprétation de la théorie de la lutte des classes. Les néo-marxistes et révolutionnaires absolutistes se trouvent en effet à la recherche d'un substitut au prolétariat considéré comme embourgeoisé et ayant perdu sa force révolutionnaire. Au demeurant cette opposition homme/femme, rappelons-le, est parfaitement dans la ligne de la pensée de Karl Marx qui écrivait : « dans la famille, l'homme est le bourgeois ; la femme joue le rôle du prolétariat » (L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat).

Au-delà de cette dialectique révolutionnaire, à travers le langage, il s'agit aussi de dénoncer la supposée suprématie du patriarcat blanc des sociétés occidentales. Il s'agit en fait d'une attaque en règle contre nos sociétés. En déstructurant le langage, c'est la possibilité de nommer les choses, les faits et les êtres que l'on détruit. C'est l'appauvrissement général de la pensée et l'abrutissement des peuples auxquels on pourra ainsi imposer un nouveau totalitarisme avec sa « novlangue ». Peuple que l'on aura rendu gris et terne, transformé en un magma indifférencié ou rien ne sera plus établi et construit et où le sens même de la réalité des êtres et des choses aura disparu.

La déconstruction et l'effacement des langues européennes se manifestent aussi par l'envahissement de l'anglais international mâtiné de jargon eurocratique tiré de l'anglais dans la pratique linguistique de la Commission européenne. Si, en principe, les trois langues de travail de cette institution sont l'allemand, l'anglais et le français en réalité 72,5% des textes originaux de la Commission sont rédigés en anglais, 11,8% en français et 2,7% en allemand (Eyes on Europe 21 juillet 2021). On rappellera qu'après le départ du Royaume-Uni, seuls les Irlandais et les Maltais sont de nations anglophones, c'est-à-dire 5,4 millions de personnes sur 447 millions d'habitants.

Que pour des raisons pratiques ce mauvais anglais soit devenu la lingua franca de l'Union européenne est une chose, mais qu'il en soit devenu, pour la Commission, une sorte de langue officielle en est une autre. La langue dominante est toujours celle du pays dominant sur le plan culturel, militaire et économique. Aujourd'hui encore les Etats-Unis et l'on sait que l'UE est particulièrement alignée sur eux. Mais l'article 3 du traité sur l'Union européenne énonce : « l'UE respecte la richesse culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen ». Peut-être respecte-t-elle la « richesse linguistique » mais elle ne veille pas à sa sauvegarde. Ce qui est aussi un moyen de déconstruire les identités nationales pour affirmer son imperium idéologique.

Conclusion : l'Union européenne serait-elle devenue une arme de destruction massive de l'Europe charnelle ?

Les textes, communications et déclarations émanant de l'Union européenne sont innombrables. Les textes choisis thème par thème l'ont été parce qu'ils sont particulièrement illustratifs. L'Union

européenne, notamment la Commission européenne et le Parlement européen, sont profondément pénétrés par l'idéologie woke, ce salmigondis de différentes idéologies de déconstruction. Théorie, du genre, décolonialisme, dénonciation claire ou sous-entendue de la « suprématie blanche, islamophilie et christianophobie sous-jacente, réécriture de l'Histoire, déconstruction de la langue tous les éléments de la déconstruction woke sont repris à son compte par l'Union européenne. Pire la théorie du genre est devenue en quelque sorte l'idéologie officielle de l'UE dont la moindre critique est dénoncée comme scandaleuse et preuve de volonté discriminatoire, alors même qu'elle ne repose sur aucun fondement scientifique.

De surcroît les différentes idéologies constitutives du wokisme sont anthropologiquement très réductrices puisqu'elles essentialisent un des éléments de la personnalité au détriment de la globalité de l'être : être blanc ou noir, avoir tel ou telle sexualité, être de telle ou telle religion... C'est une forme de négation de la réalité des êtres dans leur complexité qui, de surcroît, prétend faire de ressentis subjectifs de personnes ou de communautés un droit absolu auquel la société et ses acteurs doivent se soumettre sous peine de l'accusation de discrimination voire d'oppression. Finalement une vision purement idéologique qui instrumentalise telle ou telle spécificité pour en faire un levier d'action révolutionnaire radical. Cette radicalité se retrouve également dans la négation de la réalité des êtres et de la nature des choses, une sorte de volonté de transformer le subjectif en objectif, le diktat idéologique en vérité officielle. En fait le wokisme est une idéologie inhumaine qui prétend reformater l'homme et l'Histoire selon ses axiomes idéologiques. C'est le moteur de tout totalitarisme. Et c'est bien pour cela qu'il doit être combattu avec la plus extrême vigueur.

Il est permis de s'interroger sur les raisons qui ont pu amener l'Union européenne à cette adhésion aveugle au wokisme ? Certes nous sommes habitués au mimétisme européen à l'égard des Etats-Unis, comme le montre assez le « discours sur l'état de l'Union » ridiculement importé des USA, tout comme à la perméabilité de l'UE aux modes idéologiques, y compris les plus dangereuses.

La construction européenne, conçue par Jean Monnet, supposait la déconstruction des souverainetés nationales. L'actuelle Union, qui se dit de moins en moins européenne dans l'intitulé même des textes qu'elle produit, semble être passé au stade ultérieur : la déconstruction des sociétés européennes elles-mêmes afin de pouvoir régner impérialement sur des individus arrachés à tous liens charnels avec leurs patries, leurs cultures, leurs familles (mot banni et remplacé par l'expression dans le langage eurocratique par « solidarité inter-générationnelle ») et même leur identité sexuée ; vaste troupeau de consommateurs de la « mondialisation heureuse » et proies rêvées du contrôle social jusque dans l'inconscient au nom de la lutte contre les stéréotypes et les préjugés ! Bienvenue au totalitarisme des temps modernes.

Réorienter politiquement et idéologiquement l'Union européenne n'est même plus une urgence, c'est une nécessité vitale pour l'Europe elle-même. La construction européenne, en dépit des arrière-pensées de son concepteur, a pu, à ses débuts et dans une certaine mesure, contribuer à redonner une certaine vitalité économique à une Europe ravagée par la guerre. Même si ce sont les « trente glorieuses » qui ont permis l'essor des communautés européennes des origines plutôt que l'inverse. Après s'être embourbée dans l'inflation réglementaire, l'Union européenne s'est engagée dans une lutte idéologique folle contre la civilisation européenne et sa grandeur. Dans une ivresse démentielle le système oligarchique européen s'acharne à détruire ce qui fit la force de l'Europe. L'homme blanc occidental est devenu « l'homme à abattre » et avec lui la civilisation qu'il avait bâtie. Avec ses ombres et ses lumières, comme toute civilisation.

Face à la montée en puissance qui semble irrésistible des grandes nations d'Asie, Chine et Inde notamment, face au retour des visées impérialistes du monde musulman, face au cynisme américain, une Europe déconstruite, affaiblie moralement, faible démographiquement est condamnée à sortir de l'Histoire. L'Union européenne convertie au wokisme est le plus efficace instrument de cet effacement morbide. Ne nous condamnons pas à détruire l'UE pour sauver l'Europe, reprenons en le contrôle pour en faire un outil aux services des nations qui sont la chair même de celle-ci.

Stéphane Buffetaut, le 7 juillet 2023



**IDENTITÉ
ET DÉMOCRATIE
FONDATION**

Étude publiée par la **Identité et Démocratie Fondation**
IDENTITÉ ET DÉMOCRATIE FONDATION - ID FONDATION
75 Boulevard Haussmann - 75008 - France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
office@id-foundation.eu - www.id-foundation.eu

Directeur : Raphaël Auouard

Publié en 2023

La Fondation ID est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication.

Cette publication n'est pas destinée à la vente.